

RAPPORT D'ÉVALUATION

Appui stratégique du Groupe URD au Programme KEY

ÉVALUATION ITÉRATIVE AVEC MINI-SÉMINAIRE – EIMS #1

Mopti, Gao, Kidal, Tombouctou, Taoudenit



François Grünewald, chef d'équipe

Moussa Sacko, consultant (Mopti-Gao)

Mohamed Aly Ould Ahmed, consultant (Tombouctou-Taoudenit-Kidal)

18 octobre 2018 - 15 janvier 2019



LE GROUPE URD (URGENCE-RÉHABILITATION-DÉVELOPPEMENT)

Fondé en 1993, le Groupe URD est un *think-tank* indépendant spécialisé dans l'analyse des pratiques et le développement de politiques pour l'action humanitaire et la gestion des fragilités. Son expertise pluridisciplinaire, nourrie par des allers-retours permanents sur les terrains de crise et post-crise, lui permet d'appréhender le fonctionnement du secteur dans son ensemble. Attaché à l'échange de connaissances et à l'apprentissage collectif, il accompagne les acteurs de l'aide dans les processus d'amélioration de la qualité de leurs interventions.

LE PROGRAMME KEY

Le Programme KEY (« debout » en langue songhoy) a pour objectif général de contribuer à la résilience des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des six régions du nord et du centre du Mali. Coordinné étroitement avec les institutions nationales, déconcentrées et décentralisées, le Programme KEY est mis en place par 5 consortia d'ONG internationales et nationales.

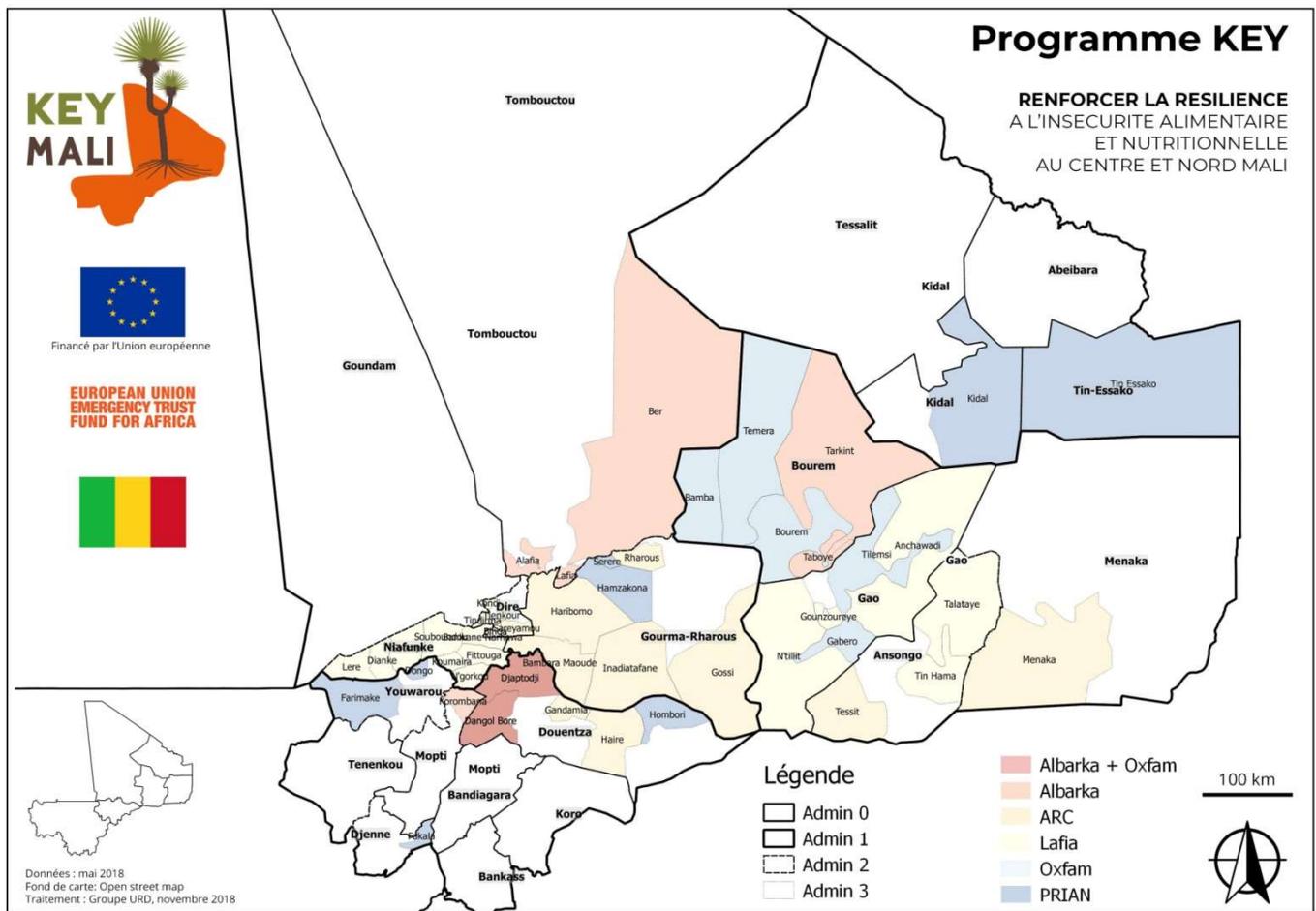
NOTE SUR LES AUTEURS

- **François Grünewald** est directeur général et scientifique du Groupe URD. Évaluateur sénior connaissant bien le Mali, il a conduit de nombreux travaux sur les problématiques des villes face aux crises.
- **Moussa Sacko** est consultant indépendant formé au CERAH de Genève. Il a une expérience de plusieurs années dans le nord du Mali avec des ONG internationales.
- **Mohamed Aly Ould Ahmed** est un consultant indépendant attaché au Bureau Sahel Consult. Il a une longue expérience auprès du CICR, comme acteur de la santé au nord du Mali et comme ancien élu de lac de Salam, actuellement dans la Région de Taoudenit.

REMERCIEMENTS

L'équipe d'évaluation adresse tous ses remerciements aux représentants des institutions et aux acteurs maliens rencontrés durant la mission à Bamako, Mopti, Gao et Tombouctou. Elle remercie également pour leur disponibilité les ONG impliquées dans le Programme KEY et l'équipe du bureau du Groupe URD à Bamako pour son appui à la mission.

Carte de la zone d'action du Programme KEY



Cette mission d'évaluation indépendante est réalisée dans le cadre du Programme KEY financé par l'Union européenne au Mali. Les propos tenus dans ce rapport n'engagent que l'équipe d'évaluateurs.

Sigles et acronymes

ACF :	Action contre la faim
AGIR :	Alliance globale pour les initiatives de résilience (AGIR-Sahel et Afrique de l'Ouest)
AGR :	Activité génératrice de revenu
AVSF :	Agronomes et vétérinaires sans frontières
CCOCSAD :	Comité communal d'orientation de contrôle de suivi des activités de développement
CISV :	Comunità Impegno Servizio Volontariata
CLOCSAD :	Comité local d'orientation de contrôle et de suivi des activités de développement
CONFED :	Cellule de l'Ordonnateur national du Fonds européen de développement au Mali
COFIL :	Comité de pilotage
CROCSAD :	Comité régional d'orientation de contrôle et de suivi des activités de développement
CRS :	Catholic Relief Service
CSA :	Commissariat à la sécurité alimentaire
CSCOM :	Centre de santé communautaire
CSREF :	Centre de santé de référence
ECHO :	European Civil protection and Humanitarian aid Operation (Commission européenne)
EIMS :	Évaluation interactive avec mini-séminaire
FAMA :	Forces armées maliennes
FFP :	Food for peace
FFU :	Fonds fiduciaire d'urgence (de l'Union européenne pour l'Afrique)
GRC :	Gestion des risques de catastrophe
GSAN :	Groupe santé-nutrition
HI :	Handicap international / Humanité et inclusion
IRC :	International Rescue Committee
MAM :	Malnutrition aigüe modérée
MAS :	Malnutrition aigüe sévère
MINUSMA :	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation du Mali
ONG :	Organisation non gouvernementale
PAM :	Programme alimentaire mondial des Nations unies
PRIAN :	Partenariat pour la résilience contre l'insécurité nutritionnelle alimentaire
PTF :	Partenaire technique et financier
SAP :	Système d'alerte précoce
SAN :	Sécurité alimentaire et nutritionnelle
TDR :	Termes de référence

Sommaire

RÉSUMÉ EXÉCUTIF	6
1. INTRODUCTION	10
2. ACTUALITÉ DU CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE	10
3. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE DE L'ÉVALUATION	12
4. ANALYSE CONTEXTUELLE	14
4.1. <i>L'insécurité limite la mise en œuvre des activités</i>	14
4.2. <i>Visibilité et appropriation limitée par les autorités</i>	15
4.3. <i>Faible capacité des institutions et services de l'État</i>	16
4.4. <i>Retards et faible prise en compte des temporalités</i>	16
5. ANALYSE DES RÉSULTATS ATTEINTS	18
5.1. <i>Moyens d'existence et protection sociale (Pilier 1)</i>	18
5.2. <i>Nutrition (Pilier 2)</i>	19
5.3. <i>Productivité agricole et alimentaire, revenus et accès aux aliments (Pilier 3)</i>	20
5.4. <i>Gouvernance en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle (Pilier 4)</i>	21
6. ANALYSE PAR CRITÈRE D'ÉVALUATION	22
6.1. <i>Pertinence</i>	22
6.2. <i>Cohérence des activités</i>	23
6.3. <i>Efficacité</i>	24
6.4. <i>Efficiences</i>	26
6.5. <i>Appropriation</i>	27
6.6. <i>Impacts</i>	27
6.7. <i>Coordination</i>	29
6.8. <i>Enjeu d'agilité</i>	30
7. RECOMMANDATIONS	31
CONCLUSION	33
Annexe N°1 : Termes de référence de la mission	36
Annexe N°2 : Agenda des missions	41
Annexe N°3 : Liste des personnes rencontrées	42
Annexe N°4 : Zones d'interventions par consortium	44
Annexe N°5 : Suivi des résultats	49
Annexe N°6 : Leçons tirées pour les EIMS	70

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

De nombreuses activités ont été mises en place dans le cadre du Programme KEY et certains résultats escomptés sont en voie d'être atteints à ce stade de la mise en œuvre. Il reste toutefois encore beaucoup à faire et les informations permettant de réaliser un état des lieux doivent être consolidées. Des systèmes de suivi plus ou moins robustes existent et doivent normalement renseigner le système AKVO et la gestion globale de l'information sous l'égide du bureau d'étude Altai. Il existe également un processus de suivi-évaluation interne au niveau interconsortiums, géré par ARC avec une ressource dédiée.

Points d'analyse

Complexité d'un programme multizones, multi-acteurs et multi-sectoriels

Le Programme KEY est un programme très complexe impliquant de nombreux acteurs (28 ONG et de nombreuses institutions maliennes) autour des enjeux de résilience. Touchant une zone à la fois immense et difficile (les six régions du nord et du centre, 48 communes, sans compter celles de Taoudenit non encore définies), mais aussi objet de nombreuses sollicitudes et initiatives, le Programme KEY est à ce stade confronté à de nombreux défis : la prise en compte des difficultés logistiques et sécuritaires, la coordination interacteurs (y compris avec les bailleurs de fonds) et les enjeux de la communication et de redevabilité avec les autorités autant qu'avec les populations. Ces éléments appellent à la fois :

- Un ancrage dans le temps, ce qui est déjà le cas grâce au choix d'acteurs déjà bien implantés ;
- Des efforts renforcés autour de la qualité et de la capacité d'adaptation à des situations imprévisibles et souvent changeantes ;
- Un dialogue permanent entre acteurs et bailleurs, déjà bien en place notamment grâce aux efforts de la Délégation de l'Union européenne à Bamako.

Par ailleurs, les activités regroupant des réponses quasi-humanitaires en faveur de populations très vulnérables et d'autres ciblant davantage le renforcement de la résilience sont mises en œuvre par des organisations aux cultures de fonctionnement différentes. Des divergences sont ainsi apparues au cours de la phase de démarrage du Programme, en particulier d'une ONG à une autre dans le processus de ciblage des bénéficiaires à l'intérieur d'une même zone.

Enjeux de temporalité

La mise en place du Programme KEY a été un processus très consommateur de temps, avec ses différentes phases (diagnostic et phase de démarrage) et leurs dynamiques de validation spécifiques. Les enjeux sécuritaires, les difficultés logistiques, les dynamiques institutionnelles et humaines, mais aussi les phénomènes climatiques (sécheresse de 2017, inondations de 2018) et leurs répercussions sur les populations, les programmes et les équipes ont également été des sources de retards de mise en œuvre. Rattraper ces délais dans un contexte où les rythmes agro-pastoraux et les possibilités de réalisation de certaines tâches sont très contraints représente en soi un

enjeu. Les retards réguliers dans les processus de validation des TDR ou de contractualisation dans le cadre de procédures d'appels d'offres pour des interventions par des entreprises ont également pesé sur la qualité de réalisation de certaines activités. En outre, il n'a pas toujours été facile de trouver des mesures correctives dans ces contextes « à fortes contraintes ».

Enjeux de qualité

La qualité des interventions n'atteint pas toujours le niveau escompté, même si à ce stade les résultats sont provisoires. Les difficultés logistiques pour le suivi par les ONG ou par les services techniques compétents (dans l'ensemble des zones) ont été permanentes du fait de l'insécurité qui règne dans toute la zone sous différentes formes (risques de prise d'otage, braquage, d'attentat, de se trouver sous feux croisés, etc.). Des retards dans les approvisionnements (achats réalisés par les acteurs du programme - semences, engrais - ou articles amenés par d'autres acteurs - produits nutritionnels par le PAM -), ont été signalés dans toutes les zones. L'inadaptation de certains intrants agricoles tels que les semences et le petit bétail (trop jeune) a par ailleurs réduit fortement l'impact de l'intervention.

Enjeux de redevabilité envers les populations

La participation communautaire à la mise en œuvre des activités est limitée dans la quasi-totalité des zones visitées. Une faiblesse significative, voire la non-existence de mécanismes de redevabilité fonctionnels vis-à-vis des bénéficiaires, a par ailleurs été constatée. La majorité des bénéficiaires ne savent pas comment faire remonter d'éventuelles plaintes à l'endroit des partenaires du Programme.

Enjeux de visibilité et de communication avec les autorités locales

Les autorités locales (maires, préfets, services et instances régionales) ont rarement une bonne connaissance du programme et en ignorent jusqu'au bailleur. Même si elles ont été impliquées dans la phase de démarrage du programme, elles connaissent de forts *turn-overs* qui posent également problème au niveau de la communication.

Enjeu d'agilité

Il est clair que malgré les efforts de tous, l'agilité n'est pas toujours au rendez-vous. Certaines des difficultés sont liées au retard dans la mise en place des mécanismes « agilités » et de la contractualisation entre la Commission européenne et le Groupe URD. D'autres difficultés sont le résultat d'une mauvaise compréhension des opportunités d'adaptation avec la DUE qui reste pourtant très ouverte à tout dialogue. Enfin, la perception largement partagée des difficultés procédurales d'adaptation contractuelle joue un rôle déterminant dans une certaine « auto-censure ».

Recommandations

On notera qu'une partie importante des recommandations faites lors de la mission a été très rapidement intégrée dans un « *workstream* » et qu'une bonne part était déjà mise en œuvre lors de la tenue du mini-séminaire de mars 2019.

Recommandations stratégiques

R1 - Renforcer l'insertion institutionnelle du programme KEY auprès des institutions des régions :

- Faire l'état des accords et protocoles existants au niveau national entre les membres des consortia et assurer qu'ils sont communiqués aux équipes de terrain pour qu'elles puissent y faire référence dans leurs échanges avec les institutions déconcentrées. Le soutien de la CONFED et de la DUE pour renforcer la dynamique relationnelle entre acteurs régionaux et nationaux (gouvernorat, conseils régionaux, directions techniques régionales) et le Programme KEY est essentiel. Des efforts importants ont été réalisés depuis le passage de la mission.
- Mettre en place des exercices de communication renforcée avec les institutions déconcentrées de l'État et avec les institutions issues de la décentralisation pour faciliter la signature des accords et, au-delà, la relation et la collaboration. Là encore, des progrès significatifs ont été réalisés depuis le passage de la mission avec la production d'une plaquette KEY.
- Diffuser dans les meilleurs délais la brochure de présentation du Programme KEY récemment finalisée. Ceci a été mis en place après l'évaluation.

R2 - Renforcer la coordination :

- Continuer à mobiliser la communauté des partenaires techniques et financiers (PTF) à Bamako, via le Cluster sécurité alimentaire, en partant des efforts d'ores et déjà entrepris par la DUE ;
- Mettre en place de mécanismes de coordination régionaux sur la base de rencontres régulières, en veillant à éviter toute mécanique bureaucratique trop lourde. Ceci permettra de mieux raccorder le Programme KEY aux efforts et cadres de concertation existants (CROCSAD, etc.) dans lesquels les partenaires du Programme sont encore insuffisamment présents, malgré leurs efforts. Ceci permettra également d'assurer que l'apport du Programme soit mieux mentionné dans les bilans annuels des collectivités territoriales. Il faut en outre souligner la nécessité de cette coordination régionale, mais c'est un point qui n'a été abordé à l'interconsortia qu'à l'automne 2018. Les points focaux régionaux savent rarement ce qui est attendu d'eux et, de ce fait, se sentent légitimement peu impliqués dans cette coordination. Il s'agit là d'un point de vigilance pour la suite.

R3 - Poursuivre et renforcer les efforts de communication :

- Assurer dans toutes les zones d'intervention la mise en place de modalités renforcées de concertation régionale avec les gouvernorats et conseils provinciaux, ainsi qu'avec les directions régionales clés en s'insérant, autant que faire se peut, dans les dynamiques existantes ou en gestation (cadres de concertations, CROCSAD, etc.).

Recommandations opérationnelles

R4 - Améliorer certains aspects techniques :

- **Appui au secteur de la nutrition :** Renforcer les efforts de dépistage (sur les enfants et sur les mères) et de sensibilisation à la nutrition en mutualisant ces deux activités et assurant une mise en œuvre plus systématique tous les contacts :
 - Rappeler dans ces programmes de sensibilisation le fait que la malnutrition aigüe modérée (MAM) n'a pas forcément besoin d'intrants et peut se traiter à domicile avec les aliments locaux.
 - Rappeler que la consommation de produits sophistiqués comme le Plumpynut doit être régulée comme celle de tout médicament.
 - Assurer une veille sur les approvisionnements des CESCO et faire remonter l'information vers le PAM et l'UNICEF en cas de rupture régulière des stocks.
- **Transferts monétaires :** Poursuivre les efforts pour l'amélioration de la cohérence entre les programmes de transfert monétaire menés par les partenaires et ceux programmés par les institutions maliennes. Ce processus est déjà en cours et qui prendra plusieurs années.
- **Mesures d'accompagnement :** Assurer que les programmes de relance agro-pastorale et économique soient bien cadrés dans les calendriers agricoles et pastoraux. Il importe que ces programmes soient mis en place avec les meilleurs standards techniques possibles par le biais des services spécialisés des régions. Prévoir à ce titre un accompagnement dédié de ces derniers. De la même façon, il s'agira de mieux caler les programmes de relance agro-pastorale et économique avec les calendriers agricoles et pastoraux. Dans ces périodes difficiles, le risque est en effet grand de voir les populations bénéficiaires vendre ou consommer les animaux distribués. Cette analyse du contexte implique des adaptations du programme afin de rattraper le retard mais en assurant des distributions de bétail à un moment où l'herbe est abondante.

R-5 : Recommandations pour le pilier 4 gouvernance

- **Poursuivre et intensifier les efforts de renforcement des mécanismes locaux de gestion des crises**, notamment par l'établissement de plans de contingence.
- **Organiser début 2019 une série de formations à l'évaluation** pour répondre aux besoins de formation et de création d'une culture collective de l'évaluation et de l'apprentissage. Les besoins dans ce secteur sont en effet criants, tant chez les partenaires du Programme qu'au sein des institutions nationales et régionales. Ces formations devront rassembler les partenaires du Programme et leurs homologues des institutions maliennes (centrales et régionales) en charge des questions de suivi-évaluation. Il sera par ailleurs nécessaire de les inviter à travailler de façon combinée dans le cadre des évaluations MENOR, ainsi que dans un cadre plus classique afin de faire émerger une culture commune de l'évaluation et de la qualité des interventions. Ceci est en cours de préparation.

1. INTRODUCTION

Le Programme KEY, financé par l'Union européenne via le Fonds européen de développement (11^e FED) et le Fonds fiduciaire européen pour l'Afrique (FFU), met en œuvre des activités dans les régions du nord et du centre du Mali afin de renforcer la résilience des populations vulnérables en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cet objectif est en lien avec les priorités résilience du Mali établies dans le cadre de l'Alliance globale pour l'initiative régionale (AGIR) au Sahel et en Afrique de l'Ouest :

Axe #1 : Le renforcement des capacités des communautés, des ménages et des personnes les plus vulnérables à anticiper, absorber et se relever des chocs affectant leur sécurité alimentaire et nutritionnelle.	Pilier 1 : Protection sociale Pilier 2 : Nutrition Pilier 3 : Moyens d'existence
Axe #2 : Le renforcement du rôle de <i>leadership</i> des autorités dans la coordination, le suivi et l'évaluation de l'ensemble des interventions.	Pilier 4 : Renforcement de la gouvernance

Dans cette direction résolument orientée vers le développement, le Programme KEY a été organisé au moyen de cinq consortia correspondant à cinq contrats différents vis-à-vis de deux sources de financement s'appuyant sur deux structures de pilotage :

- Pour la Délégation de l'Union européenne sur FFU :
 - Le consortium ARC, mené par Humanité & Inclusion ;
 - Le consortium PRIAN, mené par SOS Sahel ;
 - Le consortium initialement mené par Oxfam, qui s'est retiré en décembre 2018, alors que la mission était encore en cours.
- Pour la CONFED sur FED :
 - Le consortium LAFIA, mené par CRS ;
 - Le consortium ALBARKA, mené par AVSF.

Le contexte d'instabilité de la zone, la structuration du programme et sa durée représentent différents défis vis-à-vis de la mise en œuvre des activités et de l'atteinte d'une situation de résilience pour les populations. Dans ce cadre, un certain nombre d'outils ont été mis en place, dont les évaluations itératives avec mini-séminaires (EIMS), objet du présent rapport.

2. ACTUALITÉ DU CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE

La situation des régions du nord et du centre du Mali reste très fragile. L'Accord de Paix entre les mouvements et l'État malien, officiellement appelé Accords pour la paix d'Alger, se met timidement en place. Et ce n'est qu'en décembre 2018 qu'a débuté le désarmement de certains combattants dans les régions de Tombouctou et Gao.

Les conflits inter- et intracommunautaires continuent dans le centre du pays et soulèvent de nombreuses inquiétudes. Les dynamiques liées aux mouvements radicaux restent par ailleurs fortes, avec un ciblage spécifique sur les acteurs militaires et les représentants de l'État. Pour l'instant, les ONG sont encore peu ciblées, sauf par des actes relevant du brigandage.

Nombre de fonctionnaires de l'État ne résident que ponctuellement dans ces régions pour des raisons d'insécurité. L'administration s'installe timidement dans certains cercles et communes, tandis que l'opérationnalisation des nouvelles régions comme Taoudenit et Ménaka s'avère très complexe.

La relance d'actions de développement telles que des grands aménagements agricoles et pastoraux (Taoussa à Gao, le système du Lac Faguibine à Tombouctou), des constructions de routes (Sévaré-Gao, Niono-Tombouctou, la transsaharienne Tombouctou-Gao-Kidal-Taoudenit...), ou encore la réhabilitation des aéroports est encore très difficile.

La mise en place de la couverture sanitaire tant pour les hommes que pour le cheptel est très lente malgré les efforts de tous. La relance des activités économiques dans les régions du nord et du centre tarde à débiter. Les services de base comme la santé, l'éducation et l'eau n'existent que dans les centres et souvent à un coût inaccessible pour les populations.

À Mopti, des tensions entre différents groupes armés et un nouveau groupe armé Peulh se désolidarisant des principales mouvances existantes inquiètent les acteurs de l'aide opérant dans la zone. À cela s'ajoute le conflit intercommunautaire dans les cercles de Douentza, Koro, Bankass et Bandiagara dans une moindre mesure.

Il existe un risque réel de détérioration de la situation sécuritaire dans cette partie du pays où l'accès est de plus en plus difficile après la disparition d'un chef influent du principal groupe armé de la zone en novembre 2018. Un émiettement en plusieurs groupes, sans chefs et mal contrôlés, est à craindre avec des conséquences sérieuses sur la sécurité de la zone.

De manière générale, alors que la situation était critique suite au mauvais hivernage 2017, la situation alimentaire et nutritionnelle s'est plutôt améliorée suite aux bonnes pluies de la saison 2018, à l'exception de certaines communes affectées par les aléas climatiques. Au centre du pays, la situation agricole est contrastée entre les zones inondées (de Douentza et Youwarou) et les zones exondées (de Djenné et Douentza). À Youwarou et Douentza (Gourma), les crues ont inondé les cultures et provoqué de dégâts importants. Au même moment, la sécheresse (pluies tardives et insuffisantes) a frappé la zone exondée.

Dans cette partie du cercle, les champs de riz ont mieux résisté que ceux de mil, mais à Douentza les services techniques de l'agriculture jugent la situation inquiétante et estiment que des distributions alimentaires gratuites doivent être envisagées car les récoltes ne devraient couvrir les besoins des populations que sur seulement 5 à 6 mois de l'année à venir.

À Gao enfin, les champs ont été inondés, provoquant des dégâts importants pour le riz de bas-fonds. Seuls les périmètres irrigués ont été moins affectés. Les agricultures les plus vulnérables (riz de bas-fonds) s'attendent à de mauvaises récoltes.

3. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE DE L'ÉVALUATION

3.1. Objectifs

Le Groupe URD met en place le volet « agilité, capitalisation et communication » du Programme KEY dans l'objectif de :

- Faciliter l'agilité du Programme dans un contexte instable et imprévisible ;
- Faciliter la capitalisation des expériences et la recherche opérationnelle ;
- Soutenir les efforts de communication des consortia au sein du Programme.

L'objectif général du processus d'évaluations itératives (EIMS) est de disposer d'informations sur l'avancement du Programme en matière de contexte, de management et de degré de réalisation, afin *in fine* de :

- Contribuer à l'amélioration du positionnement des acteurs et des activités ;
- Favoriser l'échange d'informations et l'apprentissage commun, et créer des synergies entre acteurs ;
- Identifier d'éventuels besoins de modifications et émettre des recommandations favorisant l'atteinte des résultats attendus du Programme en vue d'alimenter le pilotage stratégique ;
- Rendre compte aux autorités maliennes, aux bailleurs, aux partenaires et aux bénéficiaires de l'état de mise en œuvre du Programme, notamment vis-à-vis des enjeux de redevabilité.

Leçon tirée : il aurait été utile de pouvoir démarrer ce processus plus tôt, afin d'augmenter son impact sur les programmes et leur adaptation.

3.2. Méthodologie employée

Cette EIMS s'est déroulée en deux phases :

- Phase de lancement du processus EIMS (du 18 octobre au 10 novembre 2018) : après un certain nombre de rencontres à Bamako, le chef d'équipe a visité les régions de Mopti, Gao et Tombouctou. Il était accompagné, pour les deux premières régions, de Moussa Sacko et, pour Tombouctou, de Mohamed Aly Ould Ahmed. Cette mission a permis de :
 - Rencontrer un certain nombre d'acteurs clés du Programme KEY dont la liste figure en annexe ;
 - Faire ressortir par le biais d'entretiens collectifs semi-directifs les points cruciaux ayant trait à la mise en œuvre du Programme ;
 - Faire un point très précis avec les deux consultants sur les attentes et la planification de la deuxième phase du processus EIMS ;
 - Identifier des « signaux faibles » à creuser dans les missions à venir.
- Phase d'approfondissement de l'évaluation terrain (du 5 novembre 2018 au 15 janvier 2019) menée par les deux consultants susmentionnés dans les régions de Mopti, Gao, Tombouctou, Taoudenit et Kidal. Dans la période de la mission, et vu les contraintes, il a été décidé de garder Ménaka pour une prochaine mission.

On notera que la Région de Ménaka n'a pas été visitée lors de cette mission et sera l'objet d'une attention toute particulière lors de la prochaine mission en Juin.

Les observations et analyses faites sont présentées par volet du Programme KEY, plutôt que par zone, afin de se focaliser sur les grands sujets à garder dans l'écran radar, plutôt qu'adopter une simple approche par zone et consortium.

Le calendrier de la mission et la liste des personnes rencontrées figurent en annexe de ce rapport.

4. ANALYSE CONTEXTUELLE

4.1. *L'insécurité limite la mise en œuvre des activités*

L'insécurité est un facteur majeur lié aux activités des groupes armés dans la zone d'intervention du Programme, dont certains sont radicaux. Si les acteurs humanitaires ne sont pas des cibles désignées, la croissance continue de la criminalité a conduit les ONG partenaires du Programme à fortement encadrer et préparer les déplacements de leurs personnels sur le terrain. Très rares sont les Caucasiens, en particulier, à pouvoir encore se déplacer sur le terrain et les consultations avec les autorités ont la plupart du temps lieu à Bamako. Cette situation entraîne des retards, des pertes d'information et de confiance vis-à-vis des acteurs de l'aide ainsi que des coûts supplémentaires.

À Mopti et sur une grande partie du centre, la dégradation de la situation de la sécurité a été très prégnante comme l'illustrent l'attaque sur le Quartier Général de la Force G5 Sahel à Sévaré et la régularité des attaques contre les FAMA et l'administration en général au niveau des cercles et communes.

À Gao, la situation sécuritaire reste précaire avec un accès relativement facile aux zones proches de la ville, mais très difficile sur l'axe reliant Ansongo et celui en direction de Ménaka. Des mouvements de groupes armés à l'intérieur et à l'extérieur de la ville sont constatés à l'occasion des récentes attaques (attentat suicide, assassinat ciblé) dans la ville de Gao et dans le cadre de la démobilisation des groupes armés et du mécanisme opérationnel de coordination.

Sur les zones de Tombouctou, Kidal et Taoudenit, la sécurité demeure également précaire et l'accès à de nombreuses zones tant du Gourma, du Haoussa que du Delta central reste très difficile. Les acteurs armés radicaux y sont présents et les mouvements armés signataires de l'Accord d'Alger sont loin de contrôler la zone, voire contribuent à la laisser en situation précaire du fait d'alliances complexes qui ne subsistent que du fait de la continuation des conflits dans la zone. Les attaques sur les grands axes routiers (route Tombouctou-Niafouké et route Tombouctou-Bourem) sont fréquentes et empêchent les travaux de réfection du réseau routier ainsi que la libre circulation des hommes et des biens. Sortir de Kidal pour aller travailler auprès des fractions reste encore très difficile.

Dans la zone de Ménaka, qui n'a pas été visitée lors de cette EIMS et qui est au programme de la prochaine mission, le banditisme, les dérapages des confrontations entre groupes d'éleveurs divers et les répercussions des tensions entre les groupes signataires de l'Accord de Paix rendent la situation très difficile. Les groupes d'opposition armés ciblent particulièrement les acteurs militaires (FAMA, MINUSMA, Barkhane, Force G5 Sahel) et ont développé des capacités d'attaques dites « complexes », très bien planifiées et utilisant plusieurs modalités en simultané. Face aux risques, les stratégies d'intervention des ONG se sont adaptées. Sur le plan du transport, d'autres moyens (transport en commun) ont été privilégiés avant l'interdiction par les autorités des pick-ups et motos, car la situation sécuritaire l'exigeait (braquages et autres risques liés aux engins explosifs). Les missions se font en louant des véhicules de la zone utilisés pour le transport en commun avec des conséquences budgétaires qui, elles, n'ont pas été intégrées dans la stratégie.

Dans certaines régions comme Mopti et de façon temporaire à Tombouctou, les autorités ont imposé un ban sur les motocyclettes et pick-ups, trop souvent utilisées pour les attentats et attaques. Ceci a un impact très fort sur l'économie, mais aussi sur la mobilité des équipes des ONG et des personnels des institutions maliennes : tous sont confinés à l'utilisation des charrettes et des véhicules des commerçants, et le suivi des programmes en souffre fortement.

La même interdiction a été mise en place à Gao, mais de façon transitoire, pour gérer des événements de sécurité particuliers. Rappelons que les interdictions de circuler à moto à Gao et à Tombouctou sont tombées en désuétude, même si elles n'ont pas été officiellement levées.

Les ONG ont donc dû trouver des alternatives qui s'avèrent parfois très coûteuses : location sur place d'un véhicule pour diminuer le risque de braquage car tous les véhicules venant de l'extérieur de la zone se font voler ; ou encore recrutement de chauffeurs et achat de carburant quand l'ONG possède déjà un véhicule avec risque de dépassement des budgets transports locaux.

Un plan de sécurité fonctionnel est en place au sein de l'ensemble des partenaires du programme KEY, et des agents locaux ont été recrutés et basés par AVSF dans les communes d'intervention dans la région de Mopti. La difficulté réside dans la supervision des agents et des activités par les gestionnaires du programme et par les agents des services techniques de l'État. Certains groupes armés souhaitent que ce soit le même agent qui intervienne dans leur zone. Les risques liés à la sécurité sont présents dans toutes les zones visitées, à des degrés différents.

Le risque de voir émerger des insatisfactions, voire des colères si le Programme n'atteint pas les résultats escomptés, n'est pas négligeable. Or les échanges durant les visites de terrain indiquent que de nombreuses activités prévues ne pourront pas être complètement réalisées.

Les impacts programmatiques de cette insécurité sont importants. Pour la région de Gao, elle a entraîné le retrait des prestataires de transfert financier, provoquant des retards importants et des décalages des transferts de 2017 vers 2018 et donc des difficultés d'absorption des montants sur cette année.

4.2. Visibilité et appropriation limitée par les autorités

La plupart des ONG membres du Programme KEY présentes dans les zones de déploiement ont de bonnes relations avec les institutions au niveau des régions, cercles et communes. En revanche, les nombreuses réunions avec les gouvernorats, les conseils régionaux, les agences de développement régional et les directions techniques régionales ont démontré combien le Programme KEY était largement inconnu ou connu de façon anecdotique. Les institutions maliennes connaissent souvent les projets mais sous l'entrée de l'ONG.

Si le niveau d'information des acteurs au niveau national, facilité notamment par l'implication de la CONFED, ne fait aucun doute, il n'en reste pas moins que le lancement officiel du Programme au niveau national n'a eu lieu que très tard (30 octobre 2018). À Gao, contrairement aux autres régions concernées, un atelier de lancement régional a eu lieu mais celui-ci s'est déroulé avant le changement d'exécutif régional. Il en résulte que le Conseil régional intérimaire en place actuellement n'est absolument pas au courant de l'existence du Programme et de ses potentialités.

4.3. Faible capacité des institutions et services de l'État

Si les choses avancent au niveau des administrations régionales (Mopti, Gao et Tombouctou notamment) et dans certains cercles et communes, la présence de l'État reste dans de nombreuses parties du territoire du centre et du nord encore en reconstruction. Ceci est des plus marqué pour les nouvelles entités régionales créées (Taoudenit, Ménaka) où les autorités sont plus souvent respectivement à Tombouctou ou Gao. Que ce soit les directions techniques régionales ou celles issues de la décentralisation, ces instances ont peu de moyens pour travailler et restent encore insuffisamment mobiles pour avoir une vraie « empreinte » sur les territoires et dès que l'on entre dans une zone difficile. Dans de nombreuses zones, elles sont insuffisamment présentes. En revanche, on retrouve souvent au niveau des directions régionales des cadres de qualité, prêts à faire d'importants efforts pour mieux travailler avec le Programme KEY à partir du moment où l'information circule de façon claire.

4.4. Retards et faible prise en compte des temporalités

De nombreux retards dans les programmes ont été signalés avec des effets cumulatifs et d'entraînement, impactant durablement de nombreuses autres composantes du projet. Ainsi, les retards pris dans le *cash* (pilier 1) entraînent des difficultés pour la mise en place des mesures d'accompagnement (pilier 3) qui se trouvent bloquées par des événements saisonniers¹. Plusieurs facteurs de temporalité ont été signalés par l'ensemble des consortia.

Retards de validation de la phase de démarrage :

Les difficultés de validation des rapports produits pour la phase de démarrage (*inception phase*) ont conduit certains programmes à manquer des saisons agricoles et à attendre plusieurs mois avant de débiter. Parmi les raisons identifiées :

- Des retards et des lenteurs dans la validation des rapports d'Inception soumis.
- Des modifications de type « top up² » ont été apportées lors de la validation du rapport de démarrage ont encore ralenti le processus.
- Des enjeux de coordination interministérielle interne pour la partie des consortia sur financement FED.

¹ Cela a par exemple peu de sens de creuser des points d'eau en saison des pluies, de distribuer du bétail en fin de saison sèche quand il n'y a pas de fourrage disponible, ou encore de distribuer des semences après la date des semis.

² Enveloppes financières additionnelles mises à disposition des programmes existants.

Dans certains cas toutefois, des ONG ont déployé des alternatives pour répondre aux attentes des populations en utilisant des ressources provenant d'autres bailleurs (notamment Food for peace) et pour mettre en place des activités normalement prévues dans le Programme KEY. Dans la région de Tombouctou, cela a notamment été le cas de CRS et de HI qui ont pu réaliser en 2017 les premiers transferts de *cash* dans certaines communes (Rharous par exemple).

Aléas et dynamiques saisonnières :

Les difficultés liées à des programmations ne tenant pas réellement compte des contraintes de type climatiques ont été régulièrement mentionnées. Aussi, les difficultés agro-climatiques de l'année agricole 2017 ont eu des impacts sur les activités en zone agro-pastorale représentant la grande partie de la zone du Programme. Les distributions de semences pour l'hivernage 2017 et les premiers programmes de multiplication de semences, lancés lors de la saison de décrue 2018, ont été très touchés par cette sécheresse. Les partenaires ont dû répondre simultanément à la crise pastorale et alimentaire et assurer les activités du Programme KEY.

Ceci a conduit à des ajustements opérationnels au sein des équipes, ce qui, au regard de l'importance de la crise, s'est fait aux dépens des activités du Programme KEY. Le fait que l'adaptation des activités du Programme n'ait pas pu être réelle et que les acteurs aient dû aller chercher des fonds du côté de bailleurs d'urgence (ECHO, OFDA, etc.) a induit de la même façon des pertes d'énergie au détriment du Programme. Une option aurait été de réallouer des ressources au sein même du Programme. On pourrait réfléchir à des expériences dans la Corne de l'Afrique qui montrent que ces réallocations renforcent d'éventuels *Crisis Modifiers* (réserves non allouées au départ pour permettre de faire face à des crises) et permettent une vraie agilité dans la mise en œuvre des programmes de renforcement de la résilience des populations. Il faudra trouver des solutions adaptées aux processus administratifs complexes et très consommateurs de temps de la Commission européenne.

5. ANALYSE DES RÉSULTATS ATTEINTS

Note : L'analyse ci-après présente les éléments critiques de suivi du Programme. Elle s'appuie sur des données d'entretiens réalisés entre Bamako et le terrain, ainsi que sur une revue détaillée des activités. Le lecteur/la lectrice pourra se référer aux annexes pour plus d'informations.

5.1. Moyens d'existence et protection sociale (Pilier 1)

Le principal défi du Pilier 1 a été celui de l'harmonisation des modalités de transfert malgré les différentes modalités imposées par la disparité des régions. Différents mécanismes ont été mis en œuvre selon la présence, ou non, du réseau téléphonique permettant l'utilisation du *Mobile Banking* via l'opérateur Orange Money et la présence de commerçants permettant d'utiliser, ou pas, des systèmes de type coupon ou *Red Rose*.

Un important travail a été réalisé en 2016 et 2017 pour fixer provisoirement un montant total de 120.000 FCFA par an transférés en trois fois. Il est à noter que cette position est toujours sujette à caution, ce montant fixe de 120.000 FCFA en 3 versements n'étant pas nécessairement adapté dans toutes les zones à tous les besoins de moyens d'existence (point en cours de négociation début 2019 entre bailleurs et partenaires et à venir avec les autorités). Dans les faits, il semble plutôt que deux transferts aient été effectués.

Si des efforts importants de coordination opérationnelle ont été faits avec ECHO, OFDA/FFP, le PAM et les ONG via l'intermédiation du Cluster sécurité alimentaire, la situation sur le terrain reste encore difficile à comprendre tant pour les populations que pour les autorités régionales et locales.

Sur Gao, l'un des partenaires du « Consortium LAFIA » a mis en place un système où un montant de 40.000 FCFA est distribué à trois reprises aux bénéficiaires. Ce fut la seule assistance du Programme pour la plupart d'entre eux. Dans cette zone, ce consortium ne prévoyait pas d'intervenir avec le paquet complet (4 piliers) même si des bénéficiaires du *cash* pratiquent également l'agriculture.

Globalement, l'un des défis identifiés est de rester cohérent et en phase avec le système de filet social national *Jigisemejiri* qui vient de passer à 180.000 FCFA par an, alors même que le programme KEY ne pourra pas ajuster ses montants. Des évaluations conduites sur l'utilisation des fonds transférés ont notamment mis en exergue le fait que la somme de 40.000 FCFA par transfert est souvent consommée en à peine deux mois. Des négociations entre bailleurs, partenaires et bientôt autorités sont en cours à ce propos.

Certaines ONG ont finalement distribué de petits téléphones avec puce afin de faciliter l'utilisation d'*Orange Money* pour les transferts. Dans certaines zones (communes du cercle de Douentza, Région de Mopti, ou dans les cercles d'Ansongo, Région de Gao, et de Rharous, Région de Tombouctou), l'insécurité a été telle que les prestataires du transfert monétaire ont dû se retirer momentanément, entraînant un décalage dans la temporalité des transferts.

Le deuxième élément clé qui émerge est l'enjeu de trouver la bonne « interopérabilité » des données et des ciblage entre ceux conduits par les différents programmes cash des ONG et le système national *Jigisemejiri*. En effet, cette multitude de méthodes inquiète les directions du développement social. Il s'agira dès lors de voir comment assurer, au sein du Programme KEY, que les mécanismes d'enquête mis en place par les ONG à un certain moment deviennent compatibles avec ceux qui sont en cours de test pour le fichier social unifié : c'est l'objet de négociations en cours.

5.2. Nutrition (Pilier 2)

Ce pilier s'appuie sur plusieurs dynamiques clés liées à la mise en place des Groupes de soutien aux activités nutritionnelles (GSAN) au cœur des processus de prévention, de dépistage et de référencement. Des efforts significatifs ont été réalisés dans de nombreuses communes des régions de Tombouctou, Gao et Mopti ciblées.

Les activités les moins contraintes par les chaînes logistiques ou la mobilité des cadres sont celles qui s'appuient sur les GSAN et leurs efforts de vulgarisation sur les bonnes pratiques nutritionnelles et culinaires. Cela fera l'objet d'un point spécifique lors de la prochaine EIMS. À ce stade, leurs réalisations sont malheureusement trop faibles pour avoir un impact visible à long terme. Il est également à noter que pour avoir un impact à long terme, il est nécessaire que tous les bénéficiaires ciblés (population de la communauté ou femmes en âge de procréer) aient bénéficié d'un minimum de 3 séances de sensibilisation. Toutefois, les interventions sont restées trop limitées pour permettre un dépistage et un référencement efficace des cas de MAM et de MAS. Il est à noter que le programme KEY n'a pas vocation à assurer la prise en charge des cas de MAM ou de MAS dépistés et référés. La prise en charge est assurée par les CSCOM (selon le protocole national de prise en charge) avec l'appui plus ou moins important d'ONG, souvent internationales et souvent sous financement ECHO (Médecins du Monde - Belgique à Gao et Ménaka, la Croix-Rouge française à Bourem, Save The Children à Niafounké, AVSF sur ses zones, etc.). Toutefois, les dépistages et les références limitées du programme KEY ont nécessairement un impact négatif sur le nombre d'enfants traités et guéris. Il est à noter que 3 dépistages par enfants de moins de 5 ans et par an sont recommandés pour permettre un dépistage efficace.

Une complémentarité existe entre les activités du programme et celles menées par les ONG (sous financement ECHO et USAID) et certains partenaires du Programme KEY, comme Save the Children (notamment au niveau des centres de santé dans la commune de Gounzoureye), ou ARC à Tombouctou. Cette complémentarité a démontré son effectivité : le CSCOM de Bangoundié constate par exemple une augmentation de la fréquentation par les femmes enceintes et allaitantes ainsi que par les enfants malnutris.

Les CSCOM ont aussi eu à subir d'importantes ruptures dans les approvisionnements par le PAM limitant de fait leurs capacités de prise en charge. Les ruptures sont fréquentes pour les produits de traitement de la malnutrition aiguë modérée (MAM) comme les farines spécialisées. Il est toutefois à noter que les cas de MAM peuvent être pris en charge hors CSCOM grâce à des aliments locaux avec le conseil des GSAN. Les intrants MAS ont également connu des ruptures, mais plus rares.

Par ailleurs, ces programmes de nutrition ont souvent été mis en place par des ONG rarement spécialisées dans ce domaine et dont le renforcement technique n'est pas

évident. De plus, ces actions sont menées en partenariat avec des institutions maliennes travaillant dans des conditions difficiles et ayant beaucoup « décapitalisées » en moyens et compétences depuis la crise de 2012. La mise en œuvre du nouveau protocole de nutrition et des nouvelles modalités de dépistage a donc été assez lente.

5.3. Productivité agricole et alimentaire, revenus et accès aux aliments (Pilier 3)

Les mesures d'accompagnement mises en œuvre à travers le Pilier 3 ont été décrites comme s'articulant autour de deux modalités :

Mesures visant des familles vulnérables :

- **Reconstitution du cheptel et restockage.** Dans certains programmes de restockage (Mopti, Gao), les pertes ont parfois été considérables et les taux de fertilité assez faibles. De grandes interrogations se posent également sur l'origine des animaux : faut-il faire venir de loin ou acheter localement, notamment pour avoir un réel contrôle social sur les vendeurs de bétail ? En outre, à quel âge acheter les animaux puisque, trop jeunes, ils resteront plus longtemps à risque et ne seront pas immédiatement fertiles. L'organisation de rencontres intercommunautaires dans la région de Taoudenit ainsi que dans les communes de Ber, Lafia et Alafia permettra d'identifier et de prioriser les besoins liés à l'élevage et de réfléchir à l'élaboration du schéma d'aménagement pastoral. On notera aussi l'expérience des professionnels du secteur de l'élevage que sont une partie des cadres de AVSF qui ont été particulièrement attentifs à cette question de calendrier fourrager.
- **Distribution d'intrants agricoles (semences, engrais, diesel pour les motopompes).** Suite aux très mauvais résultats de la saison des pluies 2017, il a été assez difficile de trouver des semences de qualité à distribuer pour l'hivernage 2018. Ceci a entraîné des difficultés d'approvisionnement et des retards dans les distributions de semences que la bonne saison des pluies 2018 a en partie compensé ;
- **Mise en place d'AGR** ciblant les personnes les plus vulnérables n'ayant pas accès ou n'ayant que des accès limités à des processus agro-pastoraux. Ceci pose la question de l'implication des bénéficiaires du Programme KEY aux différents niveaux d'assistance possibles (individuel et collectif) et de la pertinence des choix en fonction des capacités de ces bénéficiaires.

Mesures visant le niveau communautaire :

- **Soutien aux périmètres irrigués villageois.** Il s'est surtout agi d'apporter des intrants clés (notamment motopompes) et d'appuyer la réhabilitation des canaux et des digues dans les zones proches du fleuve ou de ses bras. La plupart des partenaires de KEY qui avaient visé ce type d'intervention ont lancé les processus d'appel d'offre et, pour certains, ont déjà pu faire réaliser quelques travaux. Le gros du travail aura lieu durant la saison sèche 2018-19 et les réalisations seront finalisées juste avant la fin de plusieurs projets, ce qui pose la question de l'accompagnement des bénéficiaires en fin de projet.
- **Soutien à des infrastructures pour l'élevage.** Divers programmes ont été réalisés ou sont en cours, notamment pour la construction de parcs et la réhabilitation de points d'eau.

- **Soutien aux périmètres maraîchers** : Plusieurs partenaires du Programme se sont lancés dans l'exercice, mais celui-ci étant par essence saisonnier, la majeure partie des activités sera mise en œuvre au cours de la saison sèche en cours. Là aussi se pose la question de l'accompagnement en fin de projet, même si l'expérience en périmètres maraîchers est ancienne sur toute la zone d'action du Programme KEY.

5.4. Gouvernance en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle (Pilier 4)

Dans de nombreuses zones, l'enjeu a été de s'insérer correctement dans les cadres de concertation existants, voire de relancer la dynamique de planification locale via les CROCSAD³, CLOCSAD⁴ et CCOCSAD⁵. Étant donné les difficultés et le manque de moyens dans les zones les plus difficiles (communes du cercle de Douentza par exemple), cette activité a souvent été retardée bien que reconnue par tous comme très importante.

Le retard des signatures des protocoles d'accord régionaux a entraîné des retards et une baisse de la qualité des suivis. Ce sujet a été régulièrement soulevé au cours de la mission aux niveaux des gouvernorats, conseils régionaux et directions régionales techniques. Les protocoles sont désormais presque tous signés à l'exception de celui de Mopti, région dans laquelle une direction régionale bloque. La CONFED a été informée du problème.

Lors de la mission de démarrage, des réunions *ad-hoc* ont pu être organisées avec les représentants des ONG impliquées dans le Programme KEY avec les équipes des Gouverneurs de région, ce qui a facilité la compréhension par ces derniers de la nature des enjeux. À Mopti, les équipes régionales ont ainsi rappelé l'importance d'avoir les documents d'enregistrement des ONG à Bamako et toute autre copie de ce qui peut exister comme protocole d'accord avec les directions techniques nationales. Il a également été suggéré qu'un courrier de la CONFED et de la DUE présentant le Programme KEY serait utile pour faciliter l'insertion locale. Enfin, des demandes similaires ont été formulées par les responsables des régions de Gao et de Tombouctou.

À la fois lors des discussions à Bamako et des visites à Mopti, Gao et Tombouctou (où ont aussi été rencontrées les autorités de Taoudenit), il est apparu que les différents partenaires avaient fait d'importants efforts d'engagement avec les autorités locales (issues de la décentralisation), ainsi qu'avec les représentants de l'État (gouvernorats et directions techniques régionales). La mobilisation des acteurs du développement local (maires, cercles) et des services techniques pour la mise en œuvre de nombreuses composantes des projets est la modalité d'action la plus fréquente, mais ceci est souvent fait « sous le nom de l'ONG » et selon une variété de modalités d'engagement allant du très formel au très informel.

Le lancement national tardif et le fait que le lancement régional ait eu lieu dans certaines régions (Gao) et pas dans d'autres (Mopti, Tombouctou et évidemment Taoudenit et Kidal) entraîne de façon évidente des différences de perception. Il est en

³ Comité régional d'orientation de contrôle et de suivi des activités de développement

⁴ Comité local d'orientation de contrôle et de suivi des activités de développement

⁵ Comité communal d'orientation de contrôle et de suivi des activités de développement

outre à noter qu'un des indicateurs des différents contrats du Programme KEY est l'existence d'accords signés avec les autorités et que les différents consortia du Programme travaillent souvent tous avec les mêmes institutions. Aussi, une démarche collective d'un seul accord pour l'ensemble des partenaires du Programme avec chacune des directions régionales semble nécessaire.

La démarche initiée à Mopti appelle à être déployée plus largement et permettra aux autorités d'avoir une vue plus globale. Ce sujet avait d'ailleurs été discuté lors des ateliers de cadrage de décembre 2016 au cours desquels avait été suggérée l'idée de signature de protocoles collectifs aux niveaux national et régional. La démarche de signature des protocoles a été redynamisée par le Groupe URD en octobre 2018 et les protocoles sont en train d'être discutés par les directions régionales. Depuis cette mission, les choses semblent avoir bien évolué.

De façon évidente, l'insertion du Programme KEY dans les cadres de concertation existants, notamment les CROCSAD, et la mise en place de comités de pilotage régionaux sont des enjeux importants pour lesquels les autorités du niveau régional sont très demandeuses d'implication. Pour ces dernières, la démarche serait un acte important de soutien du Programme KEY à l'effort des institutions maliennes.

Le cas de Taoudenit est quelque peu singulier car, selon les responsables du gouvernorat de cette nouvelle région rencontrés à Tombouctou, la mise en place de l'administration est encore à un stade préliminaire et les processus de planification régionaux balbutiants.

Un autre secteur d'activité dans lequel de nombreux partenaires du Programme KEY ont déployé une énergie considérable est celui de la gestion des risques de catastrophes (GRC) : divers niveaux de diagnostic et de cartographie des risques ont été explorés. Des comités GRC et surtout en appui au système d'alerte précoce (SAP) ont été montés dans plusieurs des cercles couverts par le Programme.

6. ANALYSE PAR CRITÈRE D'ÉVALUATION

6.1. *Pertinence*

Une évaluation des besoins a été réalisée par l'ensemble des consortia au cours de la phase de démarrage du Programme. Pour chacune des activités, une étude de faisabilité sociale, économique et environnementale a été réalisée pendant la phase de démarrage afin de vérifier que les activités mises en place après le projet seront le plus durable possible. Il est à noter que nombre de ces activités avaient déjà été mises en place lors de projets précédents et se poursuivront après le retrait du Programme (dont la bourgouculture, le maraîchage, l'équipement agricole, les intrants et les infrastructures) même si certaines ont dû s'arrêter du fait de la crise, comme par exemple les laiteries (à cause de vols de matériel ou encore de déplacements des troupeaux).

Les besoins ont été quantifiés et les sites choisis avec les autorités communales au cours de la phase de diagnostic (mise à jour des PDSEC). Un atelier de lancement a été organisé au niveau de la région de Gao. Lors de cette phase, des rencontres ont été organisées avec les autorités communales et les communautés bénéficiaires afin de valider les besoins identifiés. Si l'implication des communautés locales est variable dans

la mise en œuvre des activités, les populations rencontrées indiquent toutefois des degrés de participation plutôt positifs depuis le début du Programme, notamment lors de la phase de diagnostic qui a duré plusieurs mois et pour laquelle les populations ont particulièrement souligné les efforts d'appréhension des aspects socioculturels.

Les bénéficiaires ont été choisis sur la base des communes reconnues les plus vulnérables par l'État. Ce ciblage géographique a été réalisé avec les autorités de chaque localité sur la base de certains critères : faible production agricole, accès difficile, faible assistance, insuffisance des infrastructures de santé, accès difficile au marché, etc. Cette étape a été suivie par une enquête sur l'économie des ménages des différentes communes ciblées et des comités de sélection ont été créés. Ces comités ont aidé, avec l'aide des communautés bénéficiaires, à la détermination des critères de ciblage. Un ciblage a ensuite été effectué et validé en assemblée générale villageoise. À Mopti, des vérifications des critères auprès des ménages ciblés ont pu être effectuées après le ciblage, mais pas par toutes les ONG. Toujours à Mopti, dans le processus de ciblage, à Dangolboré par exemple, c'est le chef de village et ses conseillers qui choisissent les bénéficiaires sans aucune vérification/validation possible après ce choix.

Ces comités ont par ailleurs fait office de comités de plaintes à l'endroit où il aurait été souhaitable de dissocier des instances afin que des recours puissent avoir lieu auprès de représentants communautaires non impliqués dans la sélection. Aucune plainte ni commentaire de bénéficiaires n'a d'ailleurs été reçu(e) par l'équipe du Programme alors que certains bénéficiaires ont interrogé les évaluateurs lors de leur passage par rapport aux critères de ciblage (notamment dans la commune de Dangolboré, région de Mopti). Les évaluateurs ont également constaté des divergences de processus au sein et entre différents consortia comme indiqué plus haut.

6.2. Cohérence des activités

Cohérence pour les transferts monétaires : Concernant les transferts monétaires, le premier défi semble avoir été d'harmoniser pour ce programme à la fois les montants et les rythmes des distributions. Un important travail de mise en cohérence a été mené, rendu encore complexe par la multitude d'acteurs du *cash*, dont le PAM, l'UNICEF, la Banque mondiale et ECHO. La conclusion de ce travail a conduit à fixer à 120.000 FCFA par an la somme devant être transférée en trois fois aux bénéficiaires.

Cohérence sur le ciblage : Le deuxième défi a été d'assurer les ciblage les plus adaptés dans des sociétés dont les mécanismes traditionnels de survie sont largement fondés sur le principe de la solidarité : « Quand j'ai, je partage, comme ça quand je n'aurai rien, on partagera avec moi ». La question du ciblage crée ainsi d'importants « effets de bordure » entre ceux qui peuvent être bénéficiaires et ceux qui sont « juste au-dessus de la ligne ». Par ailleurs, la mobilisation des responsables de villages pour l'application de ces ciblage représente un potentiel de tensions au sein des communautés au regard des mécanismes de solidarité existants. Ces tensions doivent interroger les partenaires autant que les bailleurs sur l'engagement à « ne pas nuire » du Programme.

Cohérence sur les mesures d'accompagnement : Sur un autre sujet, il a fallu trouver une certaine harmonie dans les mécanismes de restockage du bétail, qui a abouti à la solution « 1 bouc, 3 chèvres » par famille de bénéficiaires, avec des dates de distribution très hétérogènes. Seul le consortium Albarka s'est tenu à une analyse situationnelle et non à un suivi simple du calendrier contractuel, appliquant comme principe le fait qu'« on ne distribue pas de bétail à des populations fragiles en période de difficulté d'accès aux fourrages ». Dans ces périodes difficiles, le risque est en effet grand de voir les populations bénéficiaires vendre ou consommer les animaux distribués. Cette analyse du contexte implique des adaptations du programme afin de rattraper le retard en assurant des distributions de bétail à un moment où l'herbe est abondante.

De manière plus globale, les évaluateurs ont relevé le fait que le Programme semble s'exécuter dans une logique « activité par activité » sans articulation entre les différents piliers. À titre d'exemple, il n'y a pas eu de suivi des champs des bénéficiaires de semences à cause de cette suspension des activités, le processus de signature de protocole ayant été à son tour interrompu. Cette question devra être centrale pour toute suite éventuelle du Programme KEY.

Des efforts de recherche de cohérence sont en place, notamment grâce aux efforts de la DUE qui rencontre chaque consortium tous les mois ou tous les deux mois, et « pousse » à une réunion inter-consortia tous les mois ou tous les deux mois.

6.3. Efficacité

Transferts monétaires : Les évaluateurs ont relevé une grande hétérogénéité dans la mise en place de certaines activités selon les zones et les consortia concernés. Oxfam a expérimenté plusieurs modalités de distribution monétaire via des opérateurs économiques locaux, des institutions de microfinance et Orange Money, avec une préférence des équipes de terrain et des bénéficiaires pour les opérateurs économiques locaux, principalement parce que cette modalité est plus simple pour les bénéficiaires et comporte moins de risques pour l'équipe.

Contrairement à ses obligations contractuelles, Orange Money ne dispose toutefois pas d'agent de distribution dans les localités de distribution. Des va-et-vient sont donc effectués entre Gao et le site afin de pouvoir servir l'ensemble des bénéficiaires en *cash*, exposant les opérations à des risques élevés de braquage.

Le consortium LAFIA, coordonné par CRS, a en revanche distribué un montant de 40.000 FCFA à trois reprises aux bénéficiaires rencontrés. Ceci a constitué la seule intervention du Programme, car la stratégie ne prévoyait pas d'assister les bénéficiaires avec le paquet complet (4 piliers) même si des bénéficiaires du *cash* pratiquent également l'agriculture. De fait, le montant de 40.000 FCFA, même alloué trois fois, est très faible et notoirement insuffisant, notamment si le paquet d'activités d'accompagnement n'est pas mis en place.

Les résultats atteints par les activités de transfert monétaire sont jugés acceptables même si l'on ne dispose d'aucune donnée probante à ce sujet, comme dans tous les autres consortia. Au moment de la mission, aucun rapport de suivi post-distribution n'était encore disponible. Il semble que depuis certains aient été produits.

Volet nutrition : Dans certaines zones, notamment celles d'intervention du Consortium ARC à Tombouctou, les activités liées à la nutrition ont pu avancer grâce à l'existence de GSAN assez dynamiques et de relais sur le terrain. Les démonstrations culinaires et autres activités d'information et sensibilisation ont pu y être mises en œuvre, ce qui ne fut pas le cas dans tous les consortia. De façon générale, les résultats ou l'amélioration de l'état nutritionnel, s'il y en a, sont difficilement quantifiables et pourraient difficilement être imputés au programme KEY. Les résultats du pilier nutrition sont très globalement assez faibles : si les partenaires ont bien réalisé des activités de dépistage, de référencement et de sensibilisation, le niveau des volumes d'activités reste bien trop faible pour être significatif et que l'on puisse parler d'efficacité ou d'impact significatif.

Mesures d'accompagnement : En matière d'appui à l'amélioration des techniques culturales, les services techniques et des bénéficiaires agriculteurs ont confié aux évaluateurs que les variétés de semences introduites par le projet résistent moins aux inondations que les semences locales, quand bien même le rendement est plus important (une tonne à l'hectare environ pour les variétés locales contre 4 à 6 tonnes pour les variétés du programme).

La distribution des autres matériels et intrants a par ailleurs été lacunaire. Les bénéficiaires ont reçu de l'engrais Di-Ammonium Phosphate (DAP) mais pas l'urée qui était pourtant prévue et nécessaire (avec un impact sur les rendements). Des motopompes ont été distribuées (en raison d'une motopompe pour 2 ménages dans les périmètres) mais sans crépine, pourtant indispensable pour pomper l'eau chargée d'éléments organiques et irriguer. Ceci a induit des problèmes mécaniques qui ont entraîné au mieux des délais d'irrigation, mais ceci pourrait à l'avenir avoir un effet plus grave en cas de panne sérieuse de la motopompe. Il est enfin à noter qu'une crépine coûte 35.000 FCFA, soit un coût inabordable pour les bénéficiaires du Programme (les populations vulnérables).

Volet Gouvernance : Ce domaine d'action reste une faiblesse globale du programme KEY. Du côté de Oxfam/CISV dans la région de Mopti, c'est le processus d'harmonisation des TDR au sein des consortia qui pose problème et se révèle un facteur de retard. Cela se manifeste par des écarts dans l'élaboration des plans de contingence, mais aussi des plans locaux de gestion des ressources naturelles et des comités d'alerte précoce. La nécessité d'organiser un(e) concertation/atelier par consortium afin de trouver une solution à cette difficulté a été évoquée. Un des domaines qui avance relativement bien est celui de l'appui à l'État dans le cadre du consortium ARC. Cette composante du programme ARC se fait de façon évidente directement par un appui aux institutions maliennes, notamment les mairies.

Manque de synergie globale : Les activités ont été réalisées volet par volet sans réfléchir aux gains d'efficacité et aux synergies qu'aurait permis cette recherche de synergie. On notera néanmoins que le degré d'exécution de ces activités reste relativement élevé par rapport aux autres activités parce qu'elles ne sont pas liées à un calendrier saisonnier strict.

6.4. *Efficienc*e

La plupart des ONG internationales impliquées dans le programme KEY ont une présence historique dans la zone. LVIA par exemple est l'une des premières ONG internationales arrivées à Gao avec des activités remontant à 1986. Oxfam, également présente depuis longtemps, a mis en œuvre des projets d'urgence dans le domaine de l'alimentation et de l'eau. AVSF est quant à elle présente à Tombouctou depuis plus de 30 ans. Certaines ONG sont plus récentes (Solidarités International à Kidal) mais néanmoins bien implantées dans leurs zones d'intervention. C'est d'ailleurs grâce à cette bonne connaissance du terrain qu'elle a été capable de proposer des programmes innovants et très efficaces dans les contextes difficiles à forts coûts logistiques que sont les zones du nord. Ce résultat contribue au pilier 1 d'AGIR qui vise à protéger durablement les moyens d'existence des ménages très pauvres des communes des cercles ciblés et à renforcer leur protection sociale. Toutefois, toutes les ONG impliquées dans le Programme KEY sont confrontées à des difficultés liées à la nature complexe du Programme et à son montage en consortium et inter-consortia qui impliquent de lourds efforts de coordination, avec les coûts de transaction afférents. Ce montage inter-institutions oblige à harmoniser les façons de faire, ce qui provoque de fait des retards importants dans la mise en œuvre. Il est en outre à noter que les processus administratifs de l'Union européenne ont leurs lourdeurs, mais sont jugés fonctionnels et même parfois plus flexibles que ceux utilisés dans certaines ONG.

Dans le ciblage géographique des villages qui a été effectué, par exemple à Mopti, le seul critère de vulnérabilité n'a pas été retenu pour ne pas disperser les efforts. Les villages choisis ont donc souvent été circonscrits à une zone géographique donnée, ce qui pourrait défavoriser certaines populations très vulnérables.

Pour beaucoup d'activités relatives à la nutrition, l'année 2017 a été consacrée à la définition de l'approche. Ainsi, certains consortia comme ARC - au lieu de s'orienter vers une approche de saupoudrage, avec des ménages répartis dans tous les villages de la zone de mise en œuvre – ont décidé de se concentrer sur trois villages. De plus, comme les ressources humaines disponibles ne permettaient pas de mener l'activité sur une grande zone, il a été décidé d'utiliser les relais communautaires encadrés par un responsable de cette activité basé à la capitale régionale.

La recherche d'une synergie entre piliers pour augmenter l'efficacité du programme a rarement été identifiée comme piste réellement opérationnelle alors qu'AVSF a démontré combien cette approche pouvait être bénéfique en exécutant un certain nombre d'activités, notamment un transfert d'argent réalisé au cours du mois de juillet avec une deuxième tranche en novembre à hauteur de 60.000 FCFA. À chaque passage, les activités des autres piliers étaient mises en œuvre : dépistage, démonstrations culinaires, information et sensibilisation (paludisme, lavage des mains) mais aussi activités de distribution des caprins (mois de mai et juin), construction de chèvreseries, distribution de semences (niébé et mil) aux bénéficiaires et organisations paysannes, et enfin distribution d'équipements agricoles (brouettes, pelles et pioches) aux bénéficiaires. Il s'agira de voir comment renforcer ces synergies.

6.5. Appropriation

Afin de passer le relais dans les meilleures conditions aux autorités nationales et aux organisations de la société civile, toutes les activités sont mises en œuvre avec les services techniques concernés de l'État (santé, vétérinaire et agriculture), pour la plupart des ONG rencontrées à Mopti et Gao.

Les services techniques agricoles des régions concernées ont notamment été impliqués dans le choix des semences, le soutien aux périmètres irrigués ou encore la mise en place de campagnes de vaccination.

Des transferts de connaissances et de technologies sont également opérés auprès de la société civile locale dans le cadre des champs écoles (Mopti avec Albarka) et de la nutrition (Gao avec CRS). Des vaccinateurs villageois seront formés (AVSF, consortium Albarka, Mopti) pour suivre la volaille à distribuer. Des bénéficiaires se sont également organisés pour créer des banques de céréales en vue d'assurer la pérennité des actions.

Dans la région de Mopti, des formations ont été effectuées au profit des services techniques, de l'association des organisations professionnelles paysannes et de bénéficiaires. En outre, certaines ONG comme le CISV partagent tous les six mois un rapport d'avancement avec la préfecture et les services locaux de développement. Des comités de gestion sont en voie de création pour les jardins maraîchers avec AVSF, sans optimisation systématique des ressources. Des matériels/articles disponibles localement sont souvent achetés ailleurs et transportés (CISV, Mopti), même chose pour les petits ruminants (PRIAN, Mopti).

Au-delà des activités, on note l'absence de protocole clairement fléché Programme KEY entre les ONG et les services, raison pour laquelle il n'existe pas de suivi correct des activités a été relevé. Un suivi *a minima* est certes réalisé pour assurer la mission régaliennne des services techniques mais, selon de nombreux cadres de ces services interrogés sur toute la zone, ces derniers affectent leurs faibles ressources et capacités de suivi et de soutien technique au profit d'autres programmes ayant un protocole avec eux.

Enfin, les partenaires du Programme KEY sont peu présents dans les planifications des collectivités (communes, conseils de cercle, conseils régionaux) et leur appui aux comités de développement des quartiers/villages et fractions est lui aussi limité.

6.6. Impacts

La réalité des impacts du Programme est extrêmement variable d'une activité à l'autre.

Impacts des distributions de cash :

La composante *cash* du Programme est celle dont l'impact a été le plus rapide, quand bien même sa durée a été limitée. Les ressources monétaires transférées ont été rapidement utilisées pour des dépenses essentielles, alimentaires et autres. Les suspensions et les délais ont entraîné de grands écarts entre les injections monétaires et eu des conséquences sur les autres piliers.

Une seule distribution a été réalisée dans trois des cinq communes ciblées par Oxfam. Les activités ont été suspendues d'abord par Oxfam, puis par Orange Money après l'attaque d'une équipe de distribution d'un autre programme de transfert monétaire

financé par l'Union européenne, et enfin par le bailleur lui-même suite à des audits. Les bénéficiaires rencontrés ont reçu chacun 60.000 FCFA en septembre 2017. Cet argent a essentiellement servi à payer les dettes et à assurer des dépenses alimentaires pour quelques semaines. Une autre catégorie de bénéficiaires, les moins vulnérables, ont investi dans des AGR, dont des activités agricoles (intrants). La deuxième distribution est attendue. Cette suspension pourrait avoir des répercussions sur les autres piliers si l'argent venait à ne pas être distribué. L'équipe de projet estime qu'à ce rythme, les résultats escomptés ne seront pas atteints.

La question de l'utilisation du *cash* reçu a par ailleurs été discutée au regard des objectifs recherchés par le Programme. Il en ressort que :

- Les bénéficiaires ne pratiquant que des activités agricoles ont dépensé très rapidement le montant reçu en réglant leurs dettes et en achetant des denrées alimentaires pour quelques semaines (trois à quatre pour un ménage de six personnes par exemple). Pour les autres, et de manière globale, il ressort des discussions en *focus group* que l'argent reçu couvre les dépenses essentielles pour 2 mois environ ;
- Celles et ceux qui sont fortement impliqués dans la pêche préfèrent en général investir dans de l'équipement (filets, moteurs de bateaux, etc.) ;
- Dans certains cas, des difficultés techniques rencontrées avec la technologie du partenaire de mise en œuvre du projet de transfert financier (Orange Money) ont conduit à passer de la modalité « e-transfert » à une distribution d'argent liquide. Ceci n'est évidemment pas sans risque, étant donné le haut niveau d'insécurité de la zone ;
- L'argent distribué en tenant compte du calendrier agricole soulage les bénéficiaires, mais le fait qu'il ait été distribué de façon « isolée » à des communautés très vulnérables pose la question de son efficacité par rapport à leur résilience.

Les évaluateurs ont également rencontré des populations non bénéficiaires de l'activité qui ont expliqué comment l'argent reçu par les bénéficiaires du Programme, dans cette commune spécifique, profite à l'ensemble de la communauté grâce à la solidarité et aux dons.

Impacts des interventions de renforcement de la nutrition :

Théoriquement, les activités mises en œuvre dans ce secteur devraient déboucher sur une amélioration de l'état nutritionnel des enfants dans des contextes où la situation était déjà très insatisfaisante avant la crise. L'impact des activités nutritionnelles des GSAN a été diminué par les ruptures fréquentes d'approvisionnement en produits nutritionnels pour la plupart des CSCOM, mais théoriquement, les sensibilisations et efforts des GSAN auraient dû stimuler l'utilisation d'intrants locaux afin de compenser les ruptures et d'assurer que les enfants MAM dépistés puissent être traités. Il faudra vérifier lors de la prochaine EIMS si des efforts ont été réalisés dans ce sens.

Le Programme KEY n'a pas vocation à assurer la prise en charge des enfants malnutris, mais à assurer le volet communautaire préalable à la prise en charge, et donc à garantir que, grâce à la diffusion de messages *ad-hoc*, de moins en moins d'enfants sont malnutris et que ceux qui le sont peuvent être dépistés et référés. Les niveaux de guérison et durées de séjour incombent aux CSCOM et non au Programme KEY. Dans les cas de MAS qui demandent une prise en charge renforcée, il a été régulièrement mentionné que le partage du Plumpynut est une pratique assez répandue. S'il n'est pas du ressort du Programme qu'il faut intervenir sur la question de la gestion des intrants, il importe que, lors des visites, des efforts pour sensibiliser les familles soient faits pour limiter les partages et assurer que les produits nutritionnels sophistiqués sont bien vus comme des produits de traitement médicaux. De façon générale, ce volet « nutrition » reste un point faible du Programme KEY, et ceci pour plusieurs raisons :

- Lecture non stratégique des enjeux et des difficultés pour y répondre ;
- Implication des partenaires du Programme KEY sur une partie d'une chaîne plus complexe sur laquelle ils ont assez peu de points d'entrée ;
- Faiblesse en RH spécialisée.

Impacts des mesures d'appui à la productivité agricole et alimentaire :

Le Programme a tenté d'apporter des réponses aux causes structurelles des faibles rendements agricoles (insuffisance d'équipement, dégénérescence des semences, perte de la fertilité des sols...) de l'ensemble des zones agricoles des régions ciblées, plus particulièrement sur les berges du fleuve Niger et dans les zones bénéficiant d'une façon ou d'une autre des effets de sa crue. La campagne agricole a particulièrement été marquée par une forte crue en 2018, inondant les champs de riz et mettant en exergue la faible résistance des variétés de semences distribuées, en particulier à l'étape de fleuraison. La conséquence a été une perte importante de rendement.

En matière de renforcement de la résilience des ménages, la diversification des moyens d'existence via un appui aux activités agricoles, d'élevage, et plus largement génératrices de revenus, commence tout juste à porter ses fruits pour les ménages visités. Là aussi, la cause est liée au retard accumulé dans les processus administratifs, en plus de l'impact des événements agro-climatiques et des difficultés liées au contexte.

6.7. Coordination

La coordination inter-consortia est encore rare sur le terrain, malgré la désignation d'une ONG « lead » (chef de file) pour chaque région et les efforts engagés, notamment sous l'égide de la DUE à Bamako. Au regard de la couverture individuelle des consortia dans les régions, cette coordination est malheureusement presque impossible. Les évaluateurs ont toutefois noté des pratiques de complémentarités fonctionnelles telles qu'IRC dans le domaine de la sécurité alimentaire (transfert monétaire) pour la commune de Diaptodji, en remplacement de CISV durant la première année du programme. Cette décision a été prise lors d'une réunion de coordination (mensuelle à Bamako) des programmes financés par l'UE à Douentza.

Dans certaines régions comme Mopti et Gao, de nombreuses organisations hors Programme KEY interviennent actuellement sur des sites et des thématiques

similaires et ce, sans que les ONG du programme ne s'activent pour favoriser une coordination opérationnelle ou *a minima* une bonne information. Les ONG du programme interviennent malheureusement trop souvent avec un « effet tunnel ». La coordination avec les acteurs ECHO ou avec le RRM n'est toujours pas acquise. Il faut noter la présence de CARE international qui pratique des interventions de *cash* et de renforcement de la résilience sur Mopti, celle de la GIZ engagée sur l'appui à la gouvernance à Djenné, celle de COOPI qui soutient des programmes nutrition à Djenné, et de Médecins du Monde - Belgique également présent sur le volet nutrition à Gao et à Ménaka. Notons encore la présence de la Croix-Rouge française à Bourem, de Alima à Goundam et Diré, de IMC à Gourma Rharous, ou encore de World Vision qui pratique des activités de *cash* à Youwarou. L'hétérogénéité de cette présence est importante : si de nombreux acteurs sont présents dans la ville de Mopti-Sévaré, très peu d'ONG interviennent dans le cercle de Douentza (IRC y est un des rares acteurs), réduisant de fait les opportunités de complémentarité. À Kidal, Tombouctou, Taoudénit et Ménaka, le nombre est encore plus réduit. Des mécanismes de coordination fonctionnels existent au niveau de chaque région, mais se tiennent davantage dans le cadre humanitaire (OCHA/Cluster) que dans un cadre plus structurel (développement) au cœur duquel les partenariats durables avec les institutions sont la règle. Même dans les zones plus faciles, la coordination entre différents programmes de résilience/développement est rarement optimale.

6.8. Enjeu d'agilité

Il est évident que, malgré les efforts de tous, l'agilité n'est pas toujours au rendez-vous. Certaines des difficultés sont liées au retard dans la mise en place des mécanismes « agilités » et de la contractualisation entre la Commission européenne et le Groupe URD. D'autres difficultés sont le résultat d'une mauvaise compréhension des opportunités d'adaptation avec la DUE, qui reste très ouverte à ce dialogue. Enfin, la perception largement partagée des difficultés procédurales d'adaptation contractuelle jouent un rôle déterminant dans une certaine « auto-censure ».

7. RECOMMANDATIONS

7.1. Stratégiques

R1 - Renforcer l'insertion institutionnelle du programme KEY auprès des institutions régionales :

- Faire l'état des lieux des accords et protocoles existants au niveau national entre les membres des consortia et assurer qu'ils sont communiqués aux équipes de terrain pour qu'elles puissent y faire référence dans leurs échanges avec les institutions déconcentrées. Le soutien de la CONFED et de la DUE pour renforcer la dynamique relationnelle entre acteurs régionaux et nationaux (gouvernorat, conseils régionaux, directions techniques régionales) et le Programme KEY est essentiel. Des efforts importants ont été réalisés depuis le passage de la mission.
- Mettre en place des exercices de communication renforcée avec les institutions déconcentrées de l'État et avec les institutions issues de la décentralisation pour faciliter la signature des accords et, au-delà, la relation et la collaboration. Là encore, des progrès significatifs ont été réalisés depuis le passage de la mission avec la production d'une plaquette KEY.
- Diffuser dans les meilleurs délais la brochure de présentation du Programme KEY récemment finalisée. Ceci a été mis en place après l'évaluation.

R2 - Renforcer la coordination :

- Continuer à mobiliser la communauté des partenaires techniques et financiers (PTF) à Bamako, via le cluster sécurité alimentaire, en partant des efforts d'ores et déjà entrepris par la DUE ;
- Mettre en place des mécanismes de coordination régionaux sur base de rencontres régulières, en veillant à éviter toute mécanique bureaucratique trop lourde. Ceci permettra de mieux raccorder le Programme KEY aux efforts et cadres de concertation existants (CROCSAD, etc.) dans lesquels les partenaires du Programme sont encore insuffisamment présents, malgré leurs efforts. Ceci permettra également d'assurer que l'apport du Programme soit mieux mentionné dans les bilans annuels des collectivités territoriales. Il faut en outre souligner la nécessité de cette coordination régionale, mais c'est un point qui n'a été abordé à l'interconsortia qu'à l'automne 2018. Les points focaux régionaux savent rarement ce qui est attendu d'eux et, de ce fait, se sentent légitimement peu impliqués dans cette coordination. Il s'agit là d'un point de vigilance pour la suite.

R3 - Poursuivre et renforcer les efforts de communication :

- Assurer dans toutes les zones d'intervention la mise en place de modalités renforcées de concertation régionale avec les gouvernorats et conseils provinciaux, ainsi qu'avec les directions régionales clés en s'insérant, autant que faire se peut, dans les dynamiques existantes ou en gestation (cadres de concertations, CROCSAD, etc.).

7.2. Opérationnelles

R4 - Améliorer certains aspects techniques :

- **Appui au secteur de la nutrition :** Renforcer les efforts de dépistage (sur les enfants et sur les mères) et de sensibilisation à la nutrition en mutualisant ces deux activités et en assurant une mise en œuvre plus systématique de toutes les options de correction des difficultés :
 - Rappeler dans ces programmes de sensibilisation le fait que la malnutrition aigüe modérée (MAM) n'a pas forcément besoin d'intrants et peut se traiter à domicile avec les aliments locaux.
 - Rappeler que la consommation de produits sophistiqués comme le Plumpynut doit être régulée comme celle de tout médicament.
 - Assurer une veille sur les approvisionnements des CESCO et faire remonter l'information vers le PAM et l'UNICEF en cas de rupture régulière des stocks
- **Transferts monétaires :** Poursuivre les efforts pour l'amélioration de la cohérence entre les programmes de transfert monétaire menés par les partenaires et ceux programmés par les institutions maliennes ; Ce processus est déjà en cours et qui prendra plusieurs années.
- **Mesures d'accompagnement :** Assurer que les programmes de relance agro-pastorale et économique soient bien cadrés dans les calendriers agricoles et pastoraux. Il importe que ces programmes soient mis en place avec les meilleurs standards techniques possibles par le biais des services spécialisés des régions. Prévoir à ce titre un accompagnement dédié de ces derniers. De la même façon, il s'agira de mieux caler les programmes de relance agro-pastorale et économique avec les calendriers agricoles et pastoraux. Dans ces périodes difficiles, le risque est en effet grand de voir les populations bénéficiaires vendre ou consommer les animaux distribués. Cette analyse du contexte implique des adaptations du programme afin de rattraper le retard mais en assurant des distributions de bétail à un moment où l'herbe est abondante.

R-5 : Recommandations pour le pilier 4 gouvernance

- **Poursuivre et intensifier les efforts de renforcement des mécanismes locaux de gestion des crises**, notamment par l'établissement de plans de contingence.
- **Organiser début 2019 une série de formations à l'évaluation** pour répondre aux besoins de formation et de création d'une culture collective de l'évaluation et de l'apprentissage. Les besoins dans ce secteur sont en effet criants, tant chez les partenaires du Programme qu'au sein des institutions nationales et régionales. Ces formations devront rassembler les partenaires du Programme et leurs homologues des institutions maliennes (centrales et régionales) en charge des questions de suivi-évaluation. Il sera par ailleurs nécessaire de les inviter à travailler de façon combinée dans le cadre des évaluations MENOR, ainsi que dans un cadre plus classique afin de faire émerger une culture commune de l'évaluation et de la qualité des interventions. Ceci est en cours de préparation.

CONCLUSION

Au cours des visites de terrain et des entretiens, cette première EIMS a permis d'identifier des signaux faibles permettant de faire remonter des points de vigilance vers les acteurs clés du Programme KEY et les bailleurs :

- Des enjeux de relation entre le Programme KEY et les institutions au niveau des régions concernées (tant pour les services déconcentrés de l'État que pour les institutions décentralisées régionales) notamment marqués par un manque de connaissances du Programme KEY et une absence de protocoles spécifiques ;
- Des interrogations soulevées par certains acteurs, leurs interlocuteurs maliens et les populations sur les risques d'incohérence entre calendrier du Programme et saisonnalité. Vouloir à tout prix rattraper des retards peut en effet conduire à mettre en œuvre des activités à impact limité. Il serait nécessaire de repenser dans ces situations à des modifications plus drastiques des activités ;
- Des risques sur certains programmes qui ne peuvent avoir d'impact que si d'autres acteurs non impliqués dans le Programme KEY sont en phase. Il est notamment question des délais de fourniture des farines nutritionnelles dans les CSCOM et CSREF qui peuvent mettre en danger l'impact de la composante « nutrition » du Programme KEY. Ce problème, identifié très tôt lors de la mission de démarrage, a été largement confirmé dans d'autres régions du nord. La vigilance sur ce genre de problème, qui certes existe déjà au niveau de la DUE à Bamako, doit être maintenue ;
- La politique de lutte contre le terrorisme menée par les autorités a conduit à l'interdiction de certains moyens de transport et à de fortes contraintes sur les horaires de déplacement dans certaines régions en plus de Mopti. L'interdiction par les autorités d'utiliser pick-ups et motos a eu un impact important sur la capacité d'organiser un suivi de qualité sur le terrain. Il a ainsi fallu trouver des alternatives (transports en commun, trajets à pieds ou en âne, etc.). Certaines missions ont pu se faire en louant des véhicules appartenant à des loueurs issus de la zone et utilisés pour le transport en commun avec des conséquences budgétaires qui n'avaient pas été intégrées dans la stratégie. Si ces solutions démontrent les capacités d'adaptation des acteurs, l'impact de cette baisse de suivi sur les programmes n'est pas sans risques et sans conséquences sur la qualité des programmes. D'après les différents entretiens réalisés, aucune réflexion stratégique n'a été conduite sur ce qu'il faudra faire si cette situation s'éternise ou s'étend.



Financé par l'Union européenne

**EUROPEAN UNION
EMERGENCY TRUST
FUND FOR AFRICA**

SOMMAIRE

Annexe N°1 : Termes de référence de la mission	36
Annexe N°2 : Agenda des missions	41
Annexe N°3 : Liste des personnes rencontrées	42
Annexe N°4 : Zones d'interventions par consortium	44
Annexe N°5 : Suivi des résultats	49
Annexe N°6 : Leçons tirées pour les EIMS	70

Annexe N°1 : Termes de référence de la mission

Le Programme KEY, financé par l'Union européenne au travers du Fonds européen de développement (11^e FED) et du Fonds fiduciaire (FFU), met en œuvre des activités dans les régions du nord et du centre du Mali visant le renforcement de la résilience des populations vulnérables pour ce qui est de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le contexte d'instabilité de la zone, la structuration du programme ainsi que sa durée représentent différents défis vis-à-vis de la mise en œuvre des activités et de l'atteinte d'une situation de résilience pour les populations. Dans ce cadre, un certain nombre d'outils ont été mis en place dont les évaluations itératives avec mini séminaires (voir note de cadrage sur les EIMS).

Objectif général - L'objectif général fixé pour le processus d'évaluations itératives est de disposer d'informations sur l'avancement du programme (contexte, management, degré de réalisation) afin de contribuer à l'amélioration du positionnement des acteurs et des activités vis-à-vis de son objectif général en étant à même de :

- Favoriser l'échange d'informations et l'apprentissage commun, créer des synergies (visant l'accompagnement et l'apprentissage) ;
- Identifier d'éventuels besoins de modifications et émettre des recommandations favorisant l'atteinte des résultats attendus des projets (en vue d'alimenter le pilotage stratégique) ;
- Rendre compte à l'Etat du Mali, aux donateurs et bénéficiaires de l'état réel des projets (vis-à-vis des enjeux de redevabilité).

Objectifs spécifiques - Trois enjeux seront étudiés de manière spécifique :

- Une analyse **contextuelle** permettra de positionner le programme dans ce contexte et d'identifier les acteurs les plus influents sur le déroulement de celui-ci tout en formulant des recommandations d'adaptations ;
- Une analyse **opérationnelle** permettra d'apprécier les processus mis en place aux différentes échelles du programme afin de faire ressortir les forces et faiblesses des différentes approches rencontrées, les difficultés communes, les solutions à reproduire afin de créer des synergies et favoriser l'apprentissage découlant d'une mise en commun d'expériences ;
- Une analyse des **résultats** atteints vis-à-vis des cadres logiques et des chronogrammes d'activités permettant de cibler les forces et faiblesses des projets et d'assurer un suivi externe de la mise en œuvre afin d'émettre des recommandations précises.

Analyse contextuelle : Identification de l'évolution du cadre humanitaire au niveau politiques humanitaires, logistique et ressources humaines, action gouvernementale, élections, actions des grands acteurs humanitaires. Identifications des risques contextuels majeurs et recommandations de prise en compte, d'adaptation.

Analyse opérationnelle : Management de projet : degré d'adéquation générale entre défis des projets et le management de projets (structure de réalisation, organigramme fonctionnel, système de planification et de suivi, gestion des hypothèses et risques, pro activité et réactivité, gestion des ressources humaines, logistique, contrôle financier, contrat).

Analyse des résultats : Progrès général, état des lieux de l'avancement des activités, suivi des outputs ainsi que de la planification temporelle. Analyse de l'implication et du support du programme aux services techniques en lien avec le point 3.2.2 (correspondant au pilier 4 des PRP).

Échelles cibles - Considérant le volume d'activités que représente le programme KEY et son organisation, l'analyse distinguera trois niveaux d'organisation : (i) par contrat ou par projet, de manière à distinguer les acteurs et les approches, (ii) les zones, de manière à considérer les contraintes et les besoins spécifiques qui s'en détachent et enfin (iii) les activités, afin de les distinguer vis-à-vis de leur niveau d'implémentation. L'évaluation ne pouvant pas couvrir l'ensemble du programme, il sera néanmoins attendu qu'elle puisse être représentative vis-à-vis de ces trois niveaux d'organisation.

Structuration contractuelle - Le programme KEY est organisé au travers de cinq consortia correspondant à cinq contrats différents vis-à-vis de deux structures de pilotage :

- Pour la Délégation de l'Union européenne (DUE) via le Fonds fiduciaire d'urgence (FFU) :
 - o Le consortium ARC, mené par Humanité & Inclusion ;
 - o Le consortium PRIAN, mené par SOS Sahel ;
 - o Le consortium mené par Oxfam.
- Pour la CONFED via le Fonds européen de développement (FED) :
 - o Le consortium LAFIA, mené par CRS ;
 - o Le consortium Albarka, mené par AVSF.

Structuration géographique - Le programme est mis en place dans six régions : Mopti, Gao, Tombouctou, Kidal, Taoudénit et Ménaka, correspondant à 20 cercles et 48 communes (à date, hors Taoudénit).

Région	Cercle	Nombre de communes
Gao	Ansongo	3
	Bourem	5
	Gao	5
Kidal	Kidal	1
	Tin-Essako	1
Ménaka	Ménaka	1
Mopti	Djenne	1
	Douentza	5
	Mopti	1
	Youwarou	2
Taoudénit	Achouratt	Non défini
	Al-Ourche	ND
	Araouane	ND
	Bou-Djebaha	ND
	Foum-Elba	ND
	Taoudénit	ND
Tombouctou	Dire	5
	Gourma-Rharous	7
	Niafouké	8
	Tombouctou	3

Cet ensemble sera traité de manière à faire ressortir l'hétérogénéité des réalités qu'il représente. La liste complète des communes d'intervention est fournie en annexe 1.

Structuration thématique - Le programme étant structuré de manière à développer un socle commun d'activités, sa structuration thématique sera analysée vis-à-vis de l'équilibre obtenu entre ses composantes :

- Protection sociale ;
- Nutrition ;
- Soutien aux moyens d'existence ;
- Gouvernance en sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Par ailleurs, chaque consortium ayant des spécificités d'interventions, celles-ci seront prises en considération dans la mesure du possible dans l'analyse.

Méthodologie - Les EIMS sont des activités qui impliquent des experts sur la durée dans un processus itératif de collecte et de traitement des données pour assurer une meilleure atteinte des résultats des projets. Cette méthodologie correspondant à une approche innovante, le processus débutera par des sessions d'information qui seront conduites à la fois en interconsortiums et consortium par consortium. Seront invités les chargés des suivi-évaluation des organisations cheffes de file des consortia ainsi que l'équipe de Sahel Consult, chargée de la collecte des données au niveau local et de la consolidation au niveau régional. Le lieu

de déroulement de cette session sera défini en fonction de la répartition des acteurs et des possibilités logistiques et sécuritaires.

Un expert senior expérimenté conduira les évaluations avec une pleine participation de l'équipe du Groupe URD au Mali.

Livrables - Deux types de rapports sont considérés (rédaction en français) :

- Rapports de mission
- Rapport des échanges conduits lors de la phase « mini séminaire »

Moyens humains - Un expert international sera en charge de mener le processus sur le long terme. Celui-ci sera accompagné ou pilotera sur le terrain plusieurs experts nationaux en fonction des zones. En fonction de la situation sécuritaire, le mode opératoire des visites sur le terrain sera adapté de manière à limiter l'exposition aux risques. Une analyse de risque sera fournie par l'équipe du bureau du Groupe URD au Mali.

Les profils des personnes sont les suivants :

- Pour l'expert international :
 - o Expérience en planification et réalisation de projets résilience ;
 - o De préférence, formation d'ingénieur agronome ;
 - o Solide expérience dans l'évaluation ou le suivi de projets en contexte de crise ;
 - o Expérience de travail en Afrique de l'Ouest et au Mali ;
 - o Sensibilité interculturelle ;
 - o Connaissance de méthodes participatives ;
 - o Langues : français (capacités de rédaction) et anglais ;
 - o Disponibilité : 1 mois tous les 6 mois, sur 2 ans et demi (total : 5 missions)
- Pour les experts nationaux :
 - o Profil senior complémentaire ;
 - o Expérience de travail dans différents domaines de l'aide au développement dans les régions du nord du Mali ;
 - o Bonne connaissance des régions du Nord et capacité de se déplacer sur des terrains difficiles
 - o Langues : français et une ou plusieurs langues parlées dans le nord du Mali (songhai, tamashek, peulh, arabe etc.).

Logistiques - En fonction du chronogramme détaillé de la mission terrain qui sera établie par ailleurs, les moyens suivants seront nécessaires :

- Véhicule de location et chauffeur ;
- Réservation de vols ECHO flight ou UNHAS ;
- Réservation de chambres d'hôtel ou d'accueil en maison Guest des partenaires ONG.

Chronogramme de la mission

	Mois													
		-	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Préparation		x	x											
Visite terrain	Tairrin			x	x	x	x	x	x					
Débriefing										x				
Production des livrables											x	x	x	

Les régions de Tombouctou et Taoudénit ainsi que Gao et Ménaka sont respectivement considérées comme faisant partie d'une même région d'intérêt (de la même manière que pour les rapports mensuels agilité).

Chronogramme à l'échelle du Programme - Pour assurer un suivi régulier et donner une orientation plus adaptée aux activités du programme KEY, 5 EIMS sont prévues. Chaque EIMS prendra trois semaines de collecte des données sur le terrain et un mois de traitement des données. La première EIMS se déroulera au cours du mois de novembre 2018.

Activité	2018			2019			2020		
Préparation		X		X					
Mission 1 (+ atelier)			x	X					
Rapport 1				x	X				
Mission 2 (+ séminaire)						X			
Rapport 2						X			
1^{ère} synthèse							X		
Mission 3 (+ atelier)							X		
Rapport 3							X		
Mission 4 (+ séminaire)								X	
Rapport 4								X	
Mission 5 (+ atelier)									X
Rapport 5									X
2^{ème} synthèse									X
Rapport final									x

Flux d'information

- En cas de besoin, il pourra être demandé à la DUE ou à la CONFED d'agir comme intermédiaire entre l'équipe du Groupe URD et les partenaires concernés ;
- Elle se charge de la communication sur le mandat et reçoit les rapports du Groupe URD ;
- Les ONG se chargent de transmettre les informations à leurs partenaires locaux ;
- L'organisation détaillée des visites de suivi s'établit ensuite entre l'équipe du Groupe URD et les ONG en question.

Considérations additionnelles

- L'équipe dédiée du Groupe URD est liée aux règles de confidentialité ;
- Les rapports appartiennent à la DUE. Les rapports de visite sont partagés avec les ONG concernées et les autorités (CONFED). Ils alimentent les séances de suivi entre la DUE et les ONG ainsi que les workshops. Les informations par projet (en annexes) sont destinées à l'usage interne et professionnel de la DUE. Le corps du texte avec les observations transversales peut être diffusé après information des ONG concernées. Les ONG facilitent l'accès de l'équipe du Groupe URD aux documents existants autour des projets sélectionnés.

Critères	Phase de diagnostic	Phase de conception	Mise en œuvre	Résultats
Pertinence	À partir de quel diagnostic initial ?	<ul style="list-style-type: none"> - Comment ont été déterminés les objectifs initiaux ? - Quels sont les critères principaux qui ont déterminé les choix des activités et des moyens ? - L'analyse des besoins a-t-elle été faite en différenciant les catégories particulières (genre/ vulnérabilité/ composition familiale / organisations traditionnelles sociales des bénéficiaires) 	<ul style="list-style-type: none"> - Comment les thématiques de l'action et leur échelles opérationnelles ont-elles été identifiées, priorisées et sélectionnées ? - Comment ont été choisis les bénéficiaires ? - Les populations les plus vulnérables (enfants, femmes chefs de famille, personnes isolées) ont-elles été prises en compte ? - Comment le ciblage des populations a-t-il été réalisé ? Par quels moyens ? - Les problématiques de « genre » ont-elles été suffisamment prises en compte ? - À quelle fréquence le diagnostic initial a été révisé (ou remis en cause) ? 	
Efficacité		<p>Comment a été déterminée la zone d'intervention ? Comment s'y est opérée l'inter relation avec d'autres opérateurs de l'aide ?</p> <p>Quelle analyse des cadres juridiques, techniques et administratifs ?</p> <p>Quels choix stratégiques ou tactiques ont-ils été effectués, en fonction de quels critères ?</p> <p>Quelle était la connaissance antérieure des conditions de vie des populations secourus ?</p>	<p>Quels sont les outils de suivi et de gestion financières, des stocks, des processus administratifs et logistiques ?</p> <p>Comment fonctionnent-ils ?</p>	<p>Les objectifs du projet sont-ils atteints qualitativement et quantitativement ?</p> <p>Comment expliquer les écarts éventuels ?</p>
Efficiace		<p>Comment ont été choisis les moyens mis en œuvre ?</p> <p>Quelles ont été les alternatives envisagées ?</p>	<p>Comment les processus d'achat, de mise en œuvre ont-ils fonctionnés et été suivis ?</p>	<p>Les choix opérationnels ont-ils permis l'optimisation des ressources ?</p>
Appropriation	<p>Comment sont impliquées les populations locales ?</p> <p>Comment sont pris en compte les aspects socio-culturels ?</p>	<p>Comment les structures ont-elles cherché à impliquer les populations ? Comment ont-elles impliqué leurs représentants dans l'élaboration de la réponse qu'elles ont apportée ? À quelles étapes ? Sous quelles formes ?</p>	<p>Quels choix de processus de mise en œuvre : quel degré participatif, dans quelles mesures il a été fait appel à professionnels locaux ? Des compétences locales ont-elles été recherchées / identifiées.</p>	<p>Comment le relais est-il « transférable » aux autorités nationales et/ ou aux organisations de la société civile ?</p> <p>Comment est-il anticipé ?</p>
Connectivité/ Coordination		<p>Comment les structures se sont-elles inscrites dans les divers dispositifs de coordination (clusters d'OCHA, Ministères, entités municipales, Comités de Quartiers, structures de coordination, etc.).</p>	<p>Des complémentarités ont-elles été recherchées avec d'autres ONG intervenant sur les mêmes zones ? sur les mêmes secteurs techniques ou sur d'autres échelles spatiales concernées par le projet ? Avec les OSC locales ?</p>	<p>À l'échelle du projet : l'organisme a-t-il anticipé la coordination future avec les installations complémentaires nécessaires ?</p> <p>Aux différentes échelles administratives et stratégiques : les activités s'inscrivent-elles bien au final dans les plans nationaux et locaux ?</p>
Connectivité/ Lien urgence développement		<p>Quelles sont les suites envisagées ? Le projet va-t-il s'arrêter, se poursuivre, se transformer ? A-t-on envisagé son autonomisation ? un relais ?</p>	<p>Comment se met en place le continuum et les articulations entre les phases d'urgence et de post urgence et celle de la « reconstruction » ?</p>	<p>Les objectifs atteints permettent-ils aux familles de redémarrer leur nouvelle vie ?</p>
Gestion des risques et contraintes	<p>Comment ont été appréhendés les risques et contraintes ?</p>	<p>Comment ont-ils été pris en compte dans la conception du projet ?</p>	<p>Comment le projet a-t-il évolué en fonction de l'apparition des risques (climatiques, politiques, sécuritaires, foncières)</p>	<p>Le projet laisse-t-il les gens dans une situation de vulnérabilité réduite par rapport à la situation initiale ou non ?</p>

Annexe N°2 : Agenda des missions

Jour		Activités
Mercredi	17-oct	Départ de France
Jeudi	18-oct	Réunion équipe KEY-Groupe URD Réunion CNRZC Réunion DUE Réunion chefs de mission / INSO
Vendredi	19-oct	Réunion avec les différents consortium KEY Organisation logistique de la mission terrain
Samedi	20-oct	Réunion groupe URD / Sahel Consult
Dimanche	21-oct	Départ sur Mopti par la route
Lundi	22-oct	Réunion avec le Gouverneur de Mopti Réunion avec le Préfet de Mopti Réunion avec le 1 ^{er} Président de la Région de Mopti Réunion avec l'équipe de l'ADR Réunion avec le Directeur Régional des services vétérinaires
Mardi	23-oct	Mopti : Visite sur le terrain dans le Cercle de Djéné Réunion avec le Directeur du Développement Social Réunion avec le Directeur Régional de la Santé
Mercredi	24-oct	Mopti Réunion Inter-ONG membres du Programme KEY Réunion de Conclusion au Bureau du Gouverneur
Jeudi	25-oct	Départ pour Gao Réunion avec le Bureau du Gouverneur Réunion avec le Préfet Réunion avec Save the children Réunion avec NRC
Vendredi	26-oct	Réunion avec OXFAM Réunion avec le Président de l'Autorité Régionale Intérimaire Réunion avec HI
Samedi	27-oct	Écriture Rapport
Dimanche	28-oct	Écriture Rapport
Mercredi	07-nov	Mopti
Jeudi	08-nov	Tombouctou Réunion au Conseil Régional Réunion avec le Gouverneur Réunions avec les Directeurs régionaux de la santé, de l'agriculture, du Développement social Réunion ADR
Vendredi	09-nov	Réunion avec les ONG partenaires du Programme KEY Réunion avec l'équipe du Gouverneur de Taoudenit Retour sur Bamako
Samedi	10-nov	Départ pour la France
Lundi	12-nov	Finalisation du rapport

Jour		Activités
12-13	Nov.	Préparation
14-20	Nov.	Visites et entretiens cercles Tombouctou Rharous, Gossi et Niafouké
20-24	Nov.	Visites et entretiens Taoudenit
25-30	Nov.	Visites et entretiens cercles Gao, Bourem et Ansongo
1-5	Déc.	

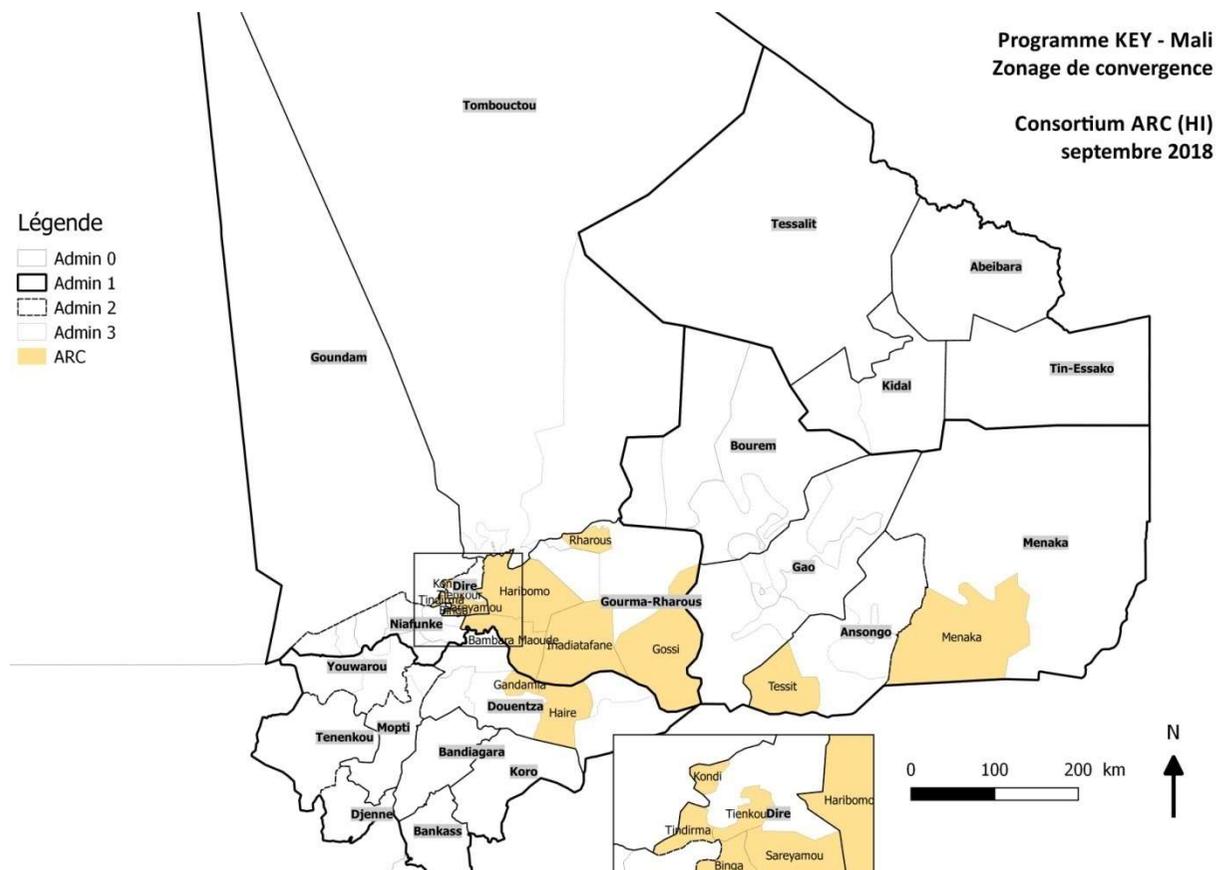
Annexe N°3 : Liste des personnes rencontrées

Noms et prénoms	Fonction
Mamadou Garantigui Traoré	1 ^{er} Adjoint au préfet de Tombouctou
Aboubacrine Cissé	Maire Commune Urbaine Tombouctou
Yéhia Konta	Maire Alafia
Habbo	1 ^{er} adjoint Maire de Ber
Aboubacrine A. Touré	Maire Lafia
Josué Ongoiba	Secrétaire générale de la chambre d'Agriculture régionale de Tombouctou
Abdoulahi Baby	Secrétaire générale de la chambre d'Agriculture locale de Tombouctou
Juvenal	Chef de Projet HI
Abba Traoré	Chef d'Antenne AVSF/ADESAH
Drissa	Responsable du Programme KEY de l'ONG CAID
Aguissa AG Amouth	Chef de projet CRS Tombouctou
Malick Ag TAHER	CAEF de la région de Taoudénit
Habbo ould HAMOUDI	Maire de Ber
Abdouty Ould NAJIM	Assurant l'intérim du Président du collège transitoire de Taoudénit
Mohamed Ould BAYE	Directeur Régional de la santé de Taoudénit
Djibrilla Maiga	DRDSES Taoudénit
Younousse Mohamane Maiga	1 ^{er} Adjoint au Maire de Rharous
Dourou Timbené	Chef service de la production et industrie Animale de Rharous
Maky Diassana	Chef secteur vétérinaire Rharous
Ballo Mamadou	Chef du service local du développement social et de l'économie solidaire de Rharous
Idrissa Sanogo	Préfet du cercle de Rharous
Aboubacrine Maiga	2 ^e vice-président de l'autorité intérimaire du conseil de cercle de Rharous
Abdoulaye Maiga	Agent d'Agriculture Rharous assurant l'intérim du chef secteur
Doumbia Boukadadji	Responsable de sous-base HI à Rharous
Dr Keleki Daouda	Responsable Nutrition sous base HI Rharous
Oumar Ibrahim Dicko	Responsable Agro-sylvo-pastoral sous base HI Rharous
Aliou Traoré	Responsable des activités socio-économiques
Abdoulaye	Préfet de Diré
Djigui Keita	1 ^{er} Adjoint au Préfet de Dire
Sekou Sidiya Coulibaly	2 ^e Adjoint au Préfet de Diré
Togo Amagara	Chef service local du développement social et de l'économie solidaire de Diré
Lassine Traoré	Adjoint au Chef service local du développement social et de l'économie solidaire de Diré
Daouda Mallé	Assure l'intérim du chef secteur vétérinaire de Diré
Madi Sissoko	Médecin chef CSREF de Diré
Baba Abba Djiteye	1 ^{er} Adjoint au Maire de Diré
Baba Zoubeirou	Secrétaire général du conseil de cercle Diré
Hamadoun Barry	Chef sous-secteur agriculture Dire central
Alpha Cissé	Chef sous-secteur agriculture Haibongo/Dire
Younousse Oumar	Agent de Base/ Dire
Ousmane Aliou	1 ^{er} Adjoint au Maire de Kondi
Saidou Mohamane Toure	Conseiller communal de Kondi
Christian NDANGA	Administrateur Solidarité International Goundam

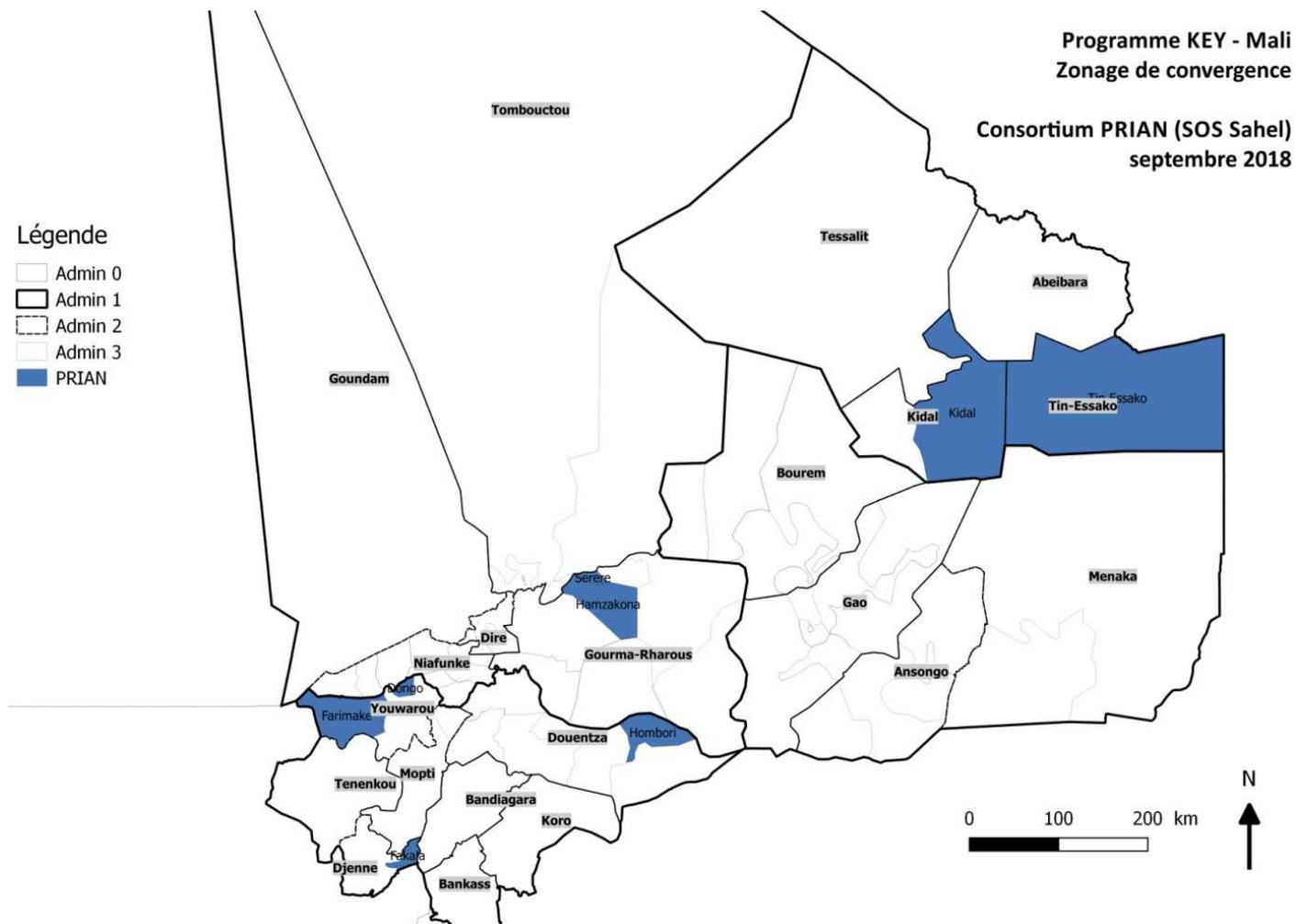
Kassoum Sanogo	1 ^{er} Adjoint au Préfet de Niafouké
Modibo Fofana	Médecin chef Csref Niafunké
Aziz Djiteye	Chef Service local du développement social et l'économie solidaire Niafunké
Amadou Coulibaly	Service d'agriculture Niafunké
Ibrahim Maiga	Chef de Projet ASG de mise en œuvre pour CRS
Mohamane Maiga	Suivi/Evaluation du Projet ASG
Mamari Bancana	Chargé Nutrition du Projet ASG
Hassane Fagaka	Président autorités intérimaires conseil régional Kidal
Mohamed Ag Baye	Maire de la Commune de Kidal
Inatou Ag Habola	Président de la commission régionale santé Kidal
Kassaki Sidi Oumar	Médecin chef CSRef Kidal
Ahayoub Ag Intalla	Président du Consortium des ONG Solisa/Azhar Kidal
Cheich Khali	Coordinateur du Consortium des ONG Solisa/Azhar Kidal
Ahmed Moussa Maiga	Coordinateur du Consortium des ONG Solisa/Azhar/Kidal
Dely Ag Ausussouk	ADC Solisa Kidal
Alkalifa ould Ibrahim	ADC Solisa Kidal
Haiballa Ag Mohamed	ADC Azhar Kidal Azhar/Solisa
Mohamed Ag Salim	ADC Solisa
Minetou Wt Betou	ADC Solisa

Annexe N°4 : Zones d'interventions par consortium

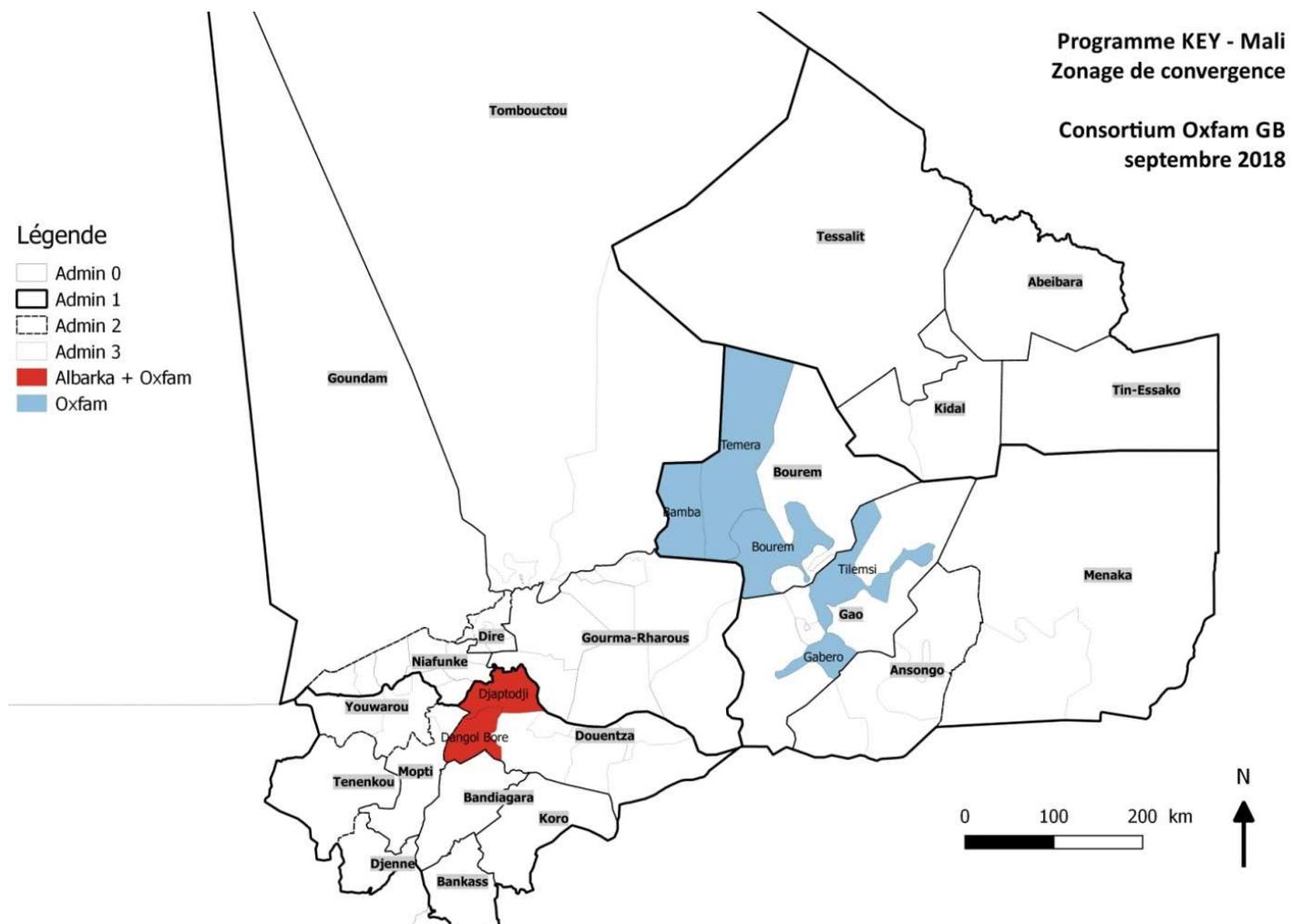
Consortium ARC (lead HI)



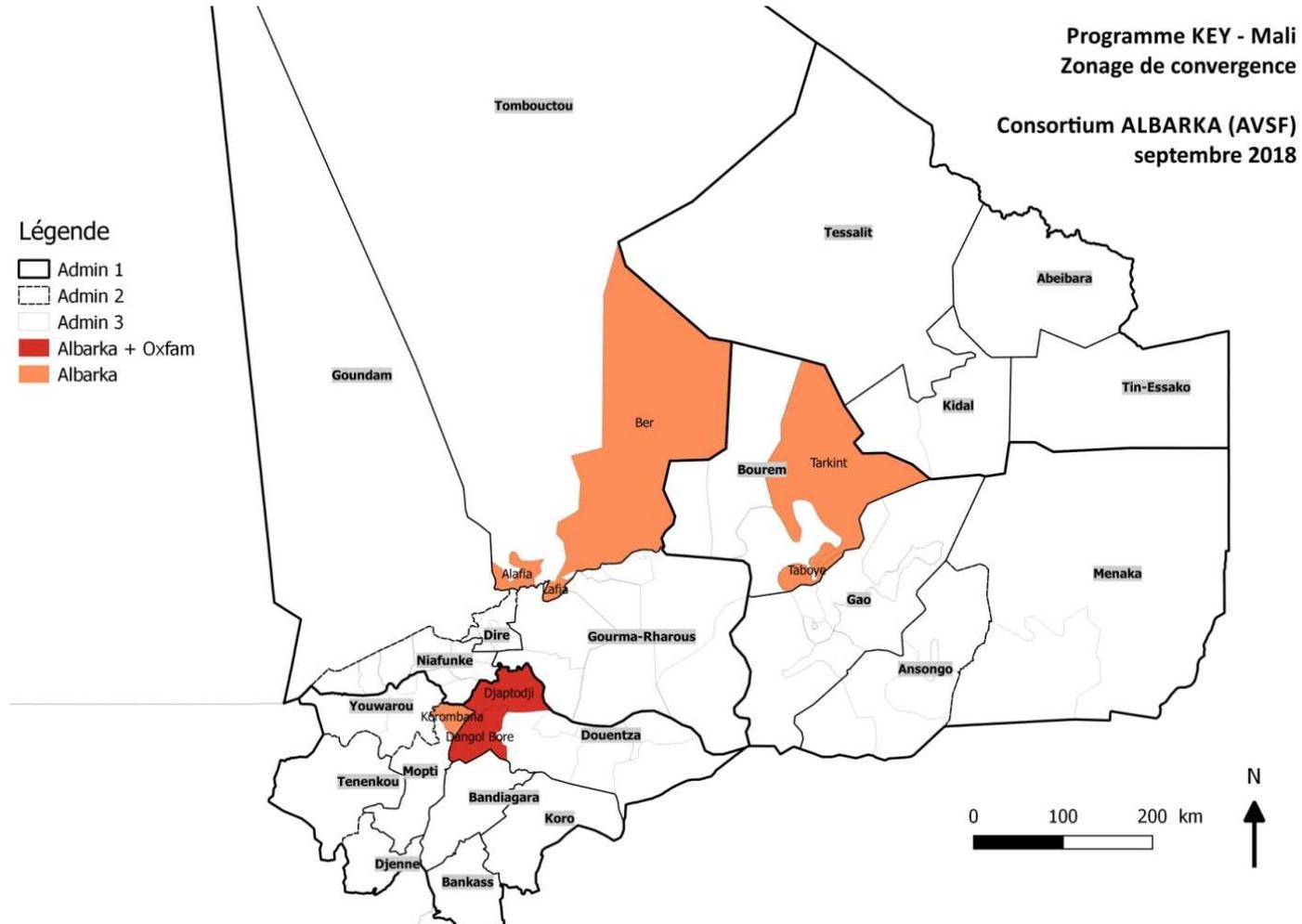
Consortium PRIAM (lead SOS-Sahel)



Consortium OXFAM



Consortium Albarka (lead AVSF)



Annexe N°5 : Suivi des résultats

État d'avancement des activités *Cash transfer* - Consortium Oxfam

Cercles	Communes	ONG	Cash prévu / réalisé / reprogrammé									Bénéficiaires cash atteints							
			2017 N°1	2017 N°2	2017 N°3	2018 n°1	2018 n°2	2018N°3	2019 N°1	2019n°2	2019 n°3	Cible 2017 (HH)	Réalisé 2017 (HH)	Cible 2018 (HH)	Réalisé 2018 (HH)	Cible 2019 (HH)	Réalisé 2019 (HH)	Cible totale (HH)	Total réalisé (HH)
Douentza	Dangol Boré	OXFAM-CISV										447	447	447	0	447	0	447	447
	Djaptodji											0	0	607	0	607	0	607	0
Gao	Gabéro	OXFAM-LVIA										431	431	431	0	431	0	431	0
	Tilemsi											166	166	166	0	166	0	166	0
Bourem	Bamba	OXFAM										482	0	482	0	482	0	482	0
	Téméra											200	0	200	0	200	0	200	0
	Bourem											609	609	609	0	609	0	609	0

	Planifié
	Réalisé mais incomplet
	Réalisé en totalité
	En retard
	Annulé
	Reprogrammé

État d'avancement des activités Résilience - Consortium Oxfam

Activités	Régions	Cercles	Communes	ONG	Cible totale	Activités 2017	Activités 2018	Activités 2019	Réalisations Totale	Commentaires
Renforcement des capacités techniques et de production des ménages	Mopti	Douentza	Dangol Boré	OXFAM-CISV	447	0	104	0	104	2003 ménages réalisés sur 2776 planifiés.
			Djaptodji		607	0	146	0	146	
	Gao	Gao	Telemsi	OXFAM-LVIA	0	0	31	0	31	
			Gabéro		431	0	431	0	431	
		Bourem	Bamba	OXFAM	482	0	482	0	482	
			Bourem		464	0	609	0	609	
Téméra	345	0	200	0	200					
Renforcement des capacités techniques et de production de 30 groupements de femmes impliquées dans la production maraichères	Mopti	Douentza	Dangol Boré	OXFAM-CISV	2	0	2	0	2	26 groupements sont mise en place. L'équipement et la formation en cours.
			Djaptodji		6	0	2	0	2	
	Gao	Gao	Telemsi	OXFAM-LVIA	4	0	4	0	4	
			Gabéro		4	0	4	0	4	
		Bourem	Bamba	OXFAM	4	0	4		4	
			Bourem		7	0	7		7	
Téméra	3	0	3		3					
Amélioration des capacités techniques de 10 organisations paysannes	Mopti	Douentza	Dangol Boré	OXFAM-CISV	2	0	2		2	10 organisations paysannes ont été doté en équipement agricole et en semences améliorées. Le mois de septembre a été marqué le suivi des activités de production semencière par les services techniques
			Djaptodji		1	0	1		1	
	Gao	Gao	Telemsi	OXFAM-LVIA	2	0	2	0	2	
			Gabéro		1	0	1	0	1	
		Bourem	Bamba	OXFAM	1	0	1		1	
			Bourem		2	0	2		2	
Téméra	1	0	1		1					
Octroi des petits ruminants	Mopti	Douentza	Dangol Boré	OXFAM-CISV	90	90	0	0	90	254 ménages réalisés sur 2142 planifiés
			Djaptodji		164	164	0	0	164	
	Gao	Gao	Telemsi	OXFAM-LVIA	166	0	0	0	0	
			Gabéro		431	0	0	0	0	
		Bourem	Bamba	OXFAM	482	0	0	0	0	
			Bourem		464	0	0	0	0	
Téméra	345	0	0	0	0					
Réhabilitation des actifs productifs communautaires	Mopti	Douentza	Dangol Boré	OXFAM-CISV	1	1	0	0	1	

Activités	Régions	Cercles	Communes	ONG	Cible totale	Activités 2017	Activités 2018	Activités 2019	Réalisations Totale	Commentaires
	Gao	Gao	Djaptodji	OXFAM-LVIA	2	0	0	0	0	1 actif réalisé sur 10 planifiés. Pour des raisons saisonnières, la réalisation des infrastructures commencera en novembre 2017
			Telemsi		1	0	0	0	0	
			Gabéro		2	0	0	0	0	
		Bourem	Bamba	OXFAM	1	0	0	0	0	
			Bourem		2	0	0	0	0	
			Téméra		1	0	0	0	0	
Mise en place des groupements d'épargne et de crédit	Mopti	Douentza	Dangol Boré	OXFAM-CISV	10	0	10	0	10	22 groupements sont mise en place en septembre
			Djaptodji		12	0	12	0	12	
	Bourem	Gao	Telemsi	OXFAM-LVIA	1	0	0	0	0	
			Gabéro		1	0	0	0	0	
			Bamba	OXFAM	2	0	0	0	0	
			Bourem		1	0	0	0	0	
			Téméra		1	0	0	0	0	

État d'avancement des activités Nutrition - Consortium Oxfam

Activités	Régions	Cercles	Communes	ONG	Cibles Total	Cible 2017	Réalisations 2017	Cible 2018	Réalisation 2018	Cible 2019	Réalisation 2019	Réalisation totale	Commentaires
Mise en place des GSAN	Mopti	Douentza	Dangol Boré	OXFAM-CISV	15	10	10	5	5	0	0	15	49 GSAN mise en place sur une prévision de 87
			Djaptodji		22	15	15	7	7	0	0	22	
	Gao	Gao	Gabéro	OXFAM-LVIA	10	0	0	10	5	0	0	5	
			Telemsi		7	0	0	7	7	0	0	7	
	GAO	Bourem	Bamba	OXFAM	12	0	0	12	0	0	0	0	
			Bourem		14	0	0	14	0	0	0	0	
Téméra			7		0	0	7	0	0	0	0		
Dépistage et référencement FEFA	Mopti	Douentza	Dangol Boré	OXFAM-CISV	360	100	159	130	130	130	0	289	Sur un total de 3056 FEFA ciblées, 1122 ont été dépistés soit un état d'avancement de 37%
			Djaptodji		510	110	160	300	289	200	0	449	
	Gao	Gao	Telemsi	OXFAM-LVIA	230	80	0	160	120	110	0	120	
			Gabéro		530	176	0	352	264	266	0	264	
	Gao	Bourem	Bamba	OXFAM	500	0	0	300	0	200	0	0	
			Bourem		646	0	0	400	0	246	0	0	

Dépistage et référencement U5	Mopti	Douentza	Téméra		280	0	0	200	0	80	0	0	Sur une cible de 5791 U5, 1985 U5 ont été dépistés à la date du 30/09 soit 34% d'avancement. Malgré un ciblage défini par le projet, le dépistage est systématique, ce qui explique la supériorité du ciblage réalisé par rapport au ciblage planifié.
			Dangol Boré	OXFAM-CISV	680	140	137	340	326	100	0	463	
	Djaptodji		960	160	145	600	668	100	0	813			
	Gao	Gao	Telemsi	OXFAM-LVIA	409	137	0	274	223	146	0	223	
			Gabéro		1013	338	0	676	486	327	0	486	
	Bourem	Bourem	Bamba	OXFAM	966	0	0	498	0	398	0	0	
			Bourem		1253	0	0	626	0	527	0	0	
Téméra		510	0	0	255	0	155	0	0				
Équipement des CSCOM	Mopti	Douentza	Dangol Boré	OXFAM-CISV	1	0	1	0	0	0	0	1	100%
			Djaptodji		1	0	1	0	0	0	0	1	
Sensibilisation sur l'ANJE	Mopti	Douentza	Dangol Boré	OXFAM-CISV	4199	200	200	2000	400	1199	0	600	3325 personnes touchées sur une cible totale de 35592.
			Djaptodji		5859	200	200	3000	400	2659	0	600	
	Gao	Gao	Telemsi	OXFAM-LVIA	2577	859	0	1720	1180	1397	0	1180	
			Gabéro		6203	517	0	1035	945	4258	0	945	
	Bourem	Bourem	Bamba	OXFAM	5919	0	0	2960	0	2959	0	0	
			Bourem		7646	0	0	3823	0	3617	0	0	
Téméra		3189	0	0	1595	0	1594	0	0				
Formation préparation et l'utilisation des produits locaux à travers la démonstration culinaire	Mopti	Douentza	Dangol Boré	OXFAM-CISV	1430	500	577	500	420	430	0	997	3149 personnes touchées sur un total de 10000 avec un taux de réalisation de 31%.
			Djaptodji		1430	500	600	500	420	430		1020	
	Gao	Gao	Telemsi	OXFAM-LVIA	1428	476	0	952	498	0	0	498	
			Gabéro		1428	476	0	952	634	0	0	634	
	Bourem	Bourem	Bamba	OXFAM	1428	0	0	714		714	0	0	
			Bourem		1428	0	0	714		714	0	0	
Téméra		1428	0	0	714		714	0	0				
Organisation des journées de démonstration culinaire	Mopti	Douentza	Dangol Boré	OXFAM-CISV	3	3	4	0	7	0	0	11	32 journées réalisées sur 24 prévues.
			Djaptodji		3	3	4	0	7	0	0	11	
	Gao	Gao	Telemsi	OXFAM-LVIA	4	0	0	3	5	6	0	5	
			Gabéro		5	0	0	3	5	6	0	5	
	Bourem	Bourem	Bamba	OXFAM	3	0	0	3		0	0	0	
			Bourem		3	0	0	3		0	0	0	
Téméra		3	0	0	3		0	0	0				

État d'avancement des activités Gouvernance - Consortium Oxfam

Activités	Régions	Cercles	Communes	ONG	Cible totale	Activité X réalisé 2017	Activité X réalisé 2018	Activité X réalisé 2019	Activité X réalisation Totale
Mettre en place/redynamiser des comités d'alerte précoce et de réponse aux urgences	Mopti	Douentza	Dangol Boré	OXFAM-CISV	15	0	15	0	15
			Djaptodji		22	0	22	0	22
	Gao	Gao	Telemsi	OXFAM-LVIA	10	0	0	0	0
			Gabéro		7	0	0	0	0
		Bourem	Bamba	OXFAM	12	0	0	0	0
			Bourem		14	0	0	0	0
	Téméra	7	0	0	0	0			
Élaborer et mettre en œuvre un plan de contingence au niveau communal pour renforcer la capacité locale à faire face aux chocs majeurs	Mopti	Douentza	Dangol Boré	OXFAM-CISV	1	0	0	0	0
			Djaptodji		1	0	0	0	0
	Gao	Gao	Telemsi	OXFAM-LVIA	1	0	0	0	0
			Gabéro		1	0	0	0	0
		Bourem	Bamba	OXFAM	1	0	0	0	0
			Bourem		1	0	0	0	0
	Téméra	1	0	0	0	0			
Élaborer des conventions locales de gestion des ressources naturelles)	Mopti	Douentza	Dangol Boré	OXFAM-CISV	1	0	0	0	0
			Djaptodji		1	0	0	0	0
	Gao	Gao	Telemsi	OXFAM-LVIA	1	0	0	0	0
			Gabéro		1	0	0	0	0
		Bourem	Bamba	OXFAM	1	0	0	0	0
			Bourem		1	0	0	0	0
	Téméra	1	0	0	0	0			
Conduire des actions de plaidoyer pour la promotion filets sociaux au niveau local	Mopti	Douentza	Dangol Boré	OXFAM-CISV	1	0	0	0	0
			Djaptodji		1	0	0	0	0
	Gao	Gao	Telemsi	OXFAM-LVIA	1	0	0	0	0
			Gabéro		1	0	0	0	0
		Bourem	Bamba	OXFAM	1	0	0	0	0
			Bourem		1	0	0	0	0
	Téméra	1	0	0	0	0			
Réaliser un profil HEA et faire le suivi de la vulnérabilité (1 profil et 4 AO)	Mopti	Douentza	Dangol Boré	OXFAM-CISV	0	0	0	0	0
			Djaptodji		0	0	0	0	0
	Gao	Gao	Telemsi	OXFAM-LVIA	0	0	0	0	0
			Gabéro		0	0	0	0	0
		Bourem	Bamba	OXFAM	0	0	0	0	0
			Bourem		1	0	0	0	0
	Téméra	0	0	0	0	0			

Consortium ARC/Partenaire NRC

Niveau d'exécution du Programme Key par ONG partenaires			
Réponse opérationnelle			
R1 : les moyens d'existence des populations vulnérables sont sécurisés par la mise en place d'un socle de protection sociale et un accès amélioré aux services de santé			
A1.2	Accompagnement des bénéficiaires pour l'amélioration de l'accès à la documentation civile et au droit foncier(NRC)		
	NRC	72%	28%
<p><u>Commentaire sommaire des activités du Résultat un R1. :</u> Sur une prévision de 2826 documents civils, 2040 sont atteints dans les communes de Tienkour et Sarayamou, cercle de Diré et le gap fait 786</p>			
R2 : la nutrition des ménages est renforcée à travers un meilleur suivi nutritionnel et un soutien aux activités de prévention de la sous-nutrition dans la zone d'intervention			
A4.2	Mitigation des risques des conflits fonciers et de gestion des ressources naturelles(NRC)		
	NRC	90%	10%
<p>1commission de prévention et gestion des conflits est mise en place à Sarayamou et 2 commissions de Tienkour et Sarayamou sont formées sur les méthodes collaboratives de résolution des conflits. A la fois, elles sont renforcées en matériels de travail.</p>			
A4.3	Renforcement institutionnel à travers la redynamisation des structures régionales et locales afin d'améliorer les mécanismes de prévention et de coordination communautaire d'atténuation des risques liés à l'insécurité alimentaire (ACF, ACTED)		
	ACTED		
<p><u>Commentaire sommaire des activités du Résultat un R4. :</u> 1</p>			
A4.4	Développement des actions de plaidoyer pour favoriser la mise en œuvre des politiques de protection sociale, de sécurité alimentaire et nutritionnelle (ACF, IRC, DRC, HI, SI, ACTED, NRC)		
	NRC	80%	20%

NB : NRC travaille sur les activités suivants : (A1.2 du resultat1 ; A4.2 A4.4, du résultats 4) dans les régions de Tombouctou et Taoudenit.

Consortium PRIAN/Partenaire Solisa/Azhar

Résultats / Activités	Exécution	Taux	Écart
R1 : Les moyens d'existence des populations vulnérables sont sécurisés par la mise en place d'un socle de protection sociale et un accès amélioré aux services de santé			
A1.1 Mise en œuvre de transferts monétaires (TM) saisonniers inconditionnels	03 Opérations du transfert monétaire réalisées	100%	0%
A1.2 Accompagnement des bénéficiaires pour l'amélioration de l'accès à la documentation civile et au droit foncier (NRC)	/	/	/
R2 : La nutrition des ménages est renforcée à travers un meilleur suivi nutritionnel et un soutien aux activités de prévention de la sous-nutrition dans la zone d'intervention			
A2.1 Analyse des approches de sensibilisation liées à la prévention la sous-nutrition et mise en œuvre de recommandations innovantes	/	/	/
A2.2 Appui à l'amélioration des connaissances, aptitudes et pratiques nutritionnelles optimales des ménages vulnérable	6000 personnes sensibilisés à travers les IEC sur la malnutrition et l'hygiène de l'eau, l'allaitement exclusif	100%	0%
A2.3 Suivi des activités de Blanket supplementary feeding programs (BSFP) (bénéficiaires servis, dépistage actif, référencement et séance d'information)	215 sessions d'IEC réalisées	100%	0%
	216 référencements effectués	100%	0%
A2.4 Appui aux activités de dépistage de la malnutrition pour les enfants de moins de 5ans et des femmes enceintes et allaitantes (28322 individus ciblés)	9006 enfants de la tranche d'âge 6-59 mois ont été dépistés	200%	0%
	15 GSAN mis en place	100%	0%
	15 GSAN formés	100%	0%
A3.1 Mise en œuvre d'activité de relance agropastorale et économique au niveau ménage	Réalisation de 02 périmètres maraichers	0%	100%
	Mise en place de 02 unités de transformation de lait	0%	100%
A3.2 Mise en œuvre de projet économique communautaire de renforcement des moyens d'existence (ACF, IRC, DRC, HI, SI)	/		
A3.3 Accompagnement social à la réalisation de projet personnalisés visant l'amélioration de la sécurité alimentaire, nutritionnelle et économique	/		
A3.4 Renforcement institutionnel à travers la redynamisation des structures régionales et locales afin d'améliorer les mécanismes de prévention et de coordination communautaire d'atténuation des risques liés à l'insécurité alimentaire	Mise en place et renforcement des capacités des SAP	0%	100%
Commentaire sommaire des activités du Résultat R4 : par manque de financement, le renforcement des capacités en système d'alerte précoce communautaire n'a pas pu être réalisé.			

Consortium PRIAN : Partenaire CAID

Activités retenues	Activités prévues	Activités réalisées	Taux d'exécution	Écart	Observations
R1 : Les moyens d'existence des populations vulnérables sont sécurisés par la mise en place d'un socle de protection sociale et un accès amélioré aux services de santé					
Transferts monétaires à 969 ménages dans les communes : Séréré (348) ; Hamzakoma (648)	6 transferts	3	50%	3	Montant par transfert/bénéficiaire= 40 000 F CFA 2017=1 transfert 2018=2/3 transfert Reste 2018 =1 Prévision 2019=2 Transfert réalisé à travers préfinancement d'un prestataire
R2 : La nutrition des ménages est renforcée à travers un meilleur suivi nutritionnel et un soutien aux activités de prévention de la sous-nutrition dans la zone d'intervention					
Recensement des enfants de 6-59 mois	3500	3229	92%	271	Enfants perdus de vu à rechercher
Mise en place et formation des GSAN	18	18	100%	0	Mise en place avec les services techniques de l'état
Nombre de GSAN formés	18	18	100%	0	Respect des modules de formation du pays
Dépistage des enfants de 6-59 mois	3000	2563	85%	431	Enfants perdus de vu à rechercher
Référencement des enfants de 6-59 mois et référencement vers les centres de santé	450	344	76%	106	Enfants à rechercher
Rencontre trimestrielle des ADC, Relais et DCT	4	0	0%	4	Aucune réalisation (faute de financement)
Information Sensibilisation pour le changement de comportement en Eau, Hygiène Assainissement et Pratiques familiales Essentielles					
Sessions IEC	432	213	49%	219	Les sessions IEC ont démarré en retard (retard accusé dans l'acquisition des 25 boîtes à images). Les thèmes IEC sur les pratiques familiales essentielles : Allaitement exclusif, aliment de complément de l'enfant 6-59 mois, lavages des mains au savon, consultation pré et post natales, prévention du paludisme
Informier les bonnes pratiques familiales à travers les séances d'IEC	5000	2248	45%	2752	
Sessions Formation des Équipes des ONG en CCC et Nutrition (FARN, Equinut et Misola)	1	1	100%	0	
Participants aux formations (4 ADC+1 Coordinateur	5	5	100%	0	
Renforcement de capacités des personnels médicaux des CSCOM en PCIME participants aux formations (4 ADC+1 Coordinateur Clinique (2 TC, 2 infirmiers)	4	0	0%	4	PCIME : Prise en charge intégrée de la maladie de l'enfant Démarches avancées Pour acquérir le nombre de formateurs requis pour la réalisation de la formation

Distribution de Misola à 635 enfants de 6-23 mois (2 communes)	6,344 T	6,344 T	100%	0	Distribution réalisée de juin à septembre 2018 (4 mois) : Nombre sachets par ménage : 5 sachets de 500 g par enfant/mois soit 10kg/pendant les 4 mois
Achat et distribution d'Equinut					
Étude de faisabilité Equinut	1	1	100%	0	
Formation des CSCOM de Gourma Rharous sur le label Equinut (2 DTC, 2 matrones, 2 bénéficiaires, 1 coordinateur)	7	7	100%	0	Formation réalisée par SOS Sahel avec l'appui de l'IER et la fondation Aga Khan membre du Consortium
Formation des bénéficiaires d'unité au label Equinut	40	0	0%	40	Formation des autres membres des unités prévues pour Décembre 2018
Dotation des Unités en équipements	2	0	0%	2	Prévue en décembre 2018
Production d'Equinut					
Suivi clinique des enfants sous Equinut					
Pilier 3 : Renforcer durablement la productivité agricole et alimentaire, les revenus des plus vulnérables et accès aux aliments					
Recrutement des bureaux	1	1	100%	0	Bureau recruté
Recrutement des entreprises					Constitution du DAO
Superficie de PIV aménagée	90ha	0	0%	90ha	
Réalisation de fosses fumières sur les sites de PIV			0%		Activité prévue pour 2019
Création de site de pilote riz pisciculture	6	0	0%	6	Liée aux travaux réalisation des PIV
Fourniture des kits d'élevage (2 femelles+1 mâle aliment bétail et produits vétérinaires)					
Distribution de chèvres à 969 ménages vulnérables	2907	2907	100%	0	Nbre têtes/ménage :3 Les animaux sont vaccinés et déparasités avant d'être remis aux bénéficiaires
Distribution d'aliments-bétail (tonnes)	242,250	242,250	100%	0	Chaque ménage a bénéficié de 5 sacs de 50kg
Régénération de bourgou pour soutenir l'alimentation du cheptel					
Aménagement de bourgoutière	60ha	55ha	92%	5ha	5 ha seront régénérés en 2019
Mise en place d'unité d'étuvage du riz	1	1	100%	0	Site étuvage : Hamzakoma 2 membres déjà formés à Niono l'étuvage riz Équipement Unité après la formation. Reste à restituer la formation aux 18 autres membres
Soutien au warrantage dans les villages/fractions/villages	7	0	0%	7	Activité prévue pour 2019
Mise en relation avec les IMF (institutions de micro finance)			0%		Inexistence d'IMF dans les communes, le chef-lieu cercle et même le chef-lieu de région
Pilier 4 : Gouvernance en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle					
Diagnostic et financement de plan de renforcement de capacités des cadres de concertations	1	0	0%	1	TDR élaborés par SOS Sahel pour la réalisation de cette étude

Organisation de sessions de revue et de planification au niveau commune, cercle et régions	19	9	47%	10	L'appui pour l'attenuation (CCOCSAD, CLOCSAD, CROCSAD)
Renforcement des capacités de facilitation, médiation et gestion des conflits des élus municipaux	1	1	100%	0	Formation réalisée au cours du mois de novembre 2018 (10 élus, 2 secrétaires généraux)
Renforcement du Système d'Alerte Précoce à mieux informer sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du système local d'information sanitaire par la formation des agents du SAP	1	0	0%	1	Prévue pour l'année 2019
Organisation de l'atelier de partage et dissémination des bonnes pratiques et leçons apprises	1	0	0%	1	Prévue pour l'année 2019

Partenaire ARC(HI)

Résultats / Activités	Exécution	Taux	Écart
R1 : les moyens d'existence des populations vulnérables sont sécurisés par la mise en place d'un socle de protection sociale et un accès amélioré aux services de santé			
A1. 1 Mise en œuvre de transferts monétaires (TM) saisonniers inconditionnels (ACF, IRC, DRC, HI, SI)	Les six transferts monétaires prévus en 2017 et 2018 (trois pour chaque année) ont été réalisés. Au cours de chacune de 2 années, chaque ménage avait droit à 120 000 FCFA lesquels ont été mis à leur disposition en trois tranches sous forme de coupons : 45 000 FCFA en avril/mai, 45 000 FCFA en juillet/août et 30 000 F CFA en octobre. Les enquêtes PDM ont aussi été faites après chaque distribution. Le projet fait aussi le suivi des prix. Celui-ci a été régulièrement.	100%	0
R2 : la nutrition des ménages est renforcée à travers un meilleur suivi nutritionnel et un soutien aux activités de prévention de la sous-nutrition dans la zone d'intervention			
A2.1 Analyse des approches de sensibilisation liées à la prévention la sous-nutrition et mise en œuvre de recommandations innovantes	Cette activité est menée par IRC		
A2.2 Appui à l'amélioration des connaissances, aptitudes et pratiques nutritionnelles optimales des ménages vulnérables (28322 individus/ACF, IRC, DRC, HI, SI)	Cette activité était soumise aux préalables susmentionnés. Les activités de sensibilisation ont été menées au mois de mars et avril au niveau des ménages bénéficiaires (1 324) lors de l'identification des enfants de moins de 5 ans et au mois d'octobre pendant la distribution. Les GSAN ont mené les activités de sensibilisation au niveau des communautés depuis le mois d'octobre après la formation de leurs membres. Les animateurs du projet ont commencé la sensibilisation au niveau des ménages au mois de novembre. Les données de deux dernières activités ne sont pas encore compilées. Ils ne sont pas inclus dans l'estimation du taux de réalisation.	Plus de 50%	
A2.3 Suivi des activités de Blanket supplementary feeding programs (BSFP) : bénéficiaires servis, dépistage actif, référencement et séance d'information (ACF, IRC, DRC, HI, SI)	Il s'agit de faire des échanges et de partager les données avec les opérateurs de blanket feeding. Les échanges ont eu lieu avec les partenaires du blanket feeding mais ils n'ont pas abouti à l'échange des données. Il s'est avéré que celui-ci ne pouvait pas avoir lieu étant donné qu'il devait être préparé dès le ciblage des bénéficiaires du BFSP (Blanket Feeding Supplementary Program). Ce qui n'avait pas pu se faire.	Pas d'objectif chiffré	
A2.4 Appui aux activités de dépistage de la malnutrition pour les enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes (28322 individus ciblés/ACF, IRC, DRC, HI, SI)	Cette activité était aussi soumise aux préalables précités. Cependant, il y a eu des dépistages au mois de mars lors de l'identification des enfants de moins de 5 ans. Les activités de dépistage et de référencement menées par les membres des GSAN ont commencé au mois d'octobre. Les animateurs ont commencé cette activité au mois de novembre. Les données de ces activités ne sont pas encore totalement compilées pour être pris en compte dans l'estimation du taux de réalisation précité.	Plus de 60%	
<p>Commentaire sommaire du taux d'exécution des activités du Résultat R2 : Les activités du pilier 2 (R2) ont seulement démarré en 2018. L'année 2017 a été consacrée à la phase de mise en route (diagnostic exigée par l'UE) et à l'élaboration de l'approche d'intervention. Une bonne partie de l'année 2018 a été utilisée pour les activités de mise en place préalable au démarrage des activités opérationnelles :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Formation initiale de l'équipe du projet : février 2. Diagnostic communautaire et mise en place des GSAN (Groupes de soutien à la nutrition) : mars et avril 			

<p>3. <i>Formation des formateurs sur l'ANJE (Alimentation du nourrisson et du jeune enfant) : juin. Ce sont les DTC (Directeurs des CESCO) et les points focaux nutrition des CESCO qui ont été formés par le District Sanitaire. Ce sont ces personnes formées qui ont assuré la formation des membres des GSAN</i></p> <p>4. <i>Formation des membres des GSAN : septembre et octobre 2018</i></p> <p>5. <i>Acquisition du matériel pour les GSAN : mai à septembre 2018. Il s'agit des boîtes à images, du matériel de démonstration culinaire, des coupons de référencement et des bandes de Shakir</i></p>			
<p>A3.2 Mise en œuvre de projet économique communautaire de renforcement des moyens d'existence (ACF, IRC, DRC, HI, SI)</p>	<p>Sur les 10 projets prévus, 9 ont été mis en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 6 PIV dont les canaux d'irrigation ont été réhabilités et 5 d'entre eux ont été équipés en GMP neufs ou leurs GMP ont été réparés • 1 parc de vaccination a été réhabilité • 2 sites de 10 puisards chacun ont été réhabilités (l'un des sites était inclus dans le même projet que la réhabilitation du parc de vaccination) • 1 bourgoutière a été réhabilité <p>Le dixième projet communautaire portant un aménagement agro-sylvo-pastorale a connu des retards à cause du non-respect des délais contractuels par l'entrepreneur à qui les travaux ont été confiés.</p> <p>En plus de ce qui précède, les membres des comités de gestion de tous les projets communautaires ont bénéficié du renforcement des capacités en gestion et dans certains des domaines techniques comme la bourgouticulture, les cultures fourragères, le maraichage et la fixation des dunes.</p>	90%	10%
<p>A3.3 Accompagnement social à la réalisation de projet personnalisé visant l'amélioration de la sécurité alimentaire, nutritionnelle et économique (HI à titre pilote)</p>	<p>C'est une activité pilote menée seulement par HI. Elle vise à vérifier si l'accompagnement social personnalisé (ASP) peut faire plus par rapport aux autres ménages ne bénéficiant pas de cet appui. L'ASP vise à accompagner les ménages de manière spécifique et plus appuyé dépendamment de leurs besoins mais sans appuis financiers supplémentaires par rapport aux autres ménages bénéficiaires.</p>	En cours	
<p><i>Commentaire sommaire du taux d'exécution des activités du Résultat R3. : A.3.1. En 2017 et 2018, les 1 324 ménages ont bénéficié des mesures d'accompagnement. Ce qui explique le taux de 100%. Les secteurs dans lesquels les ménages ont été appuyés sont les suivants par ordre d'importance selon le nombre de bénéficiaires :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Agriculture : respectivement 535 et 501 ménages en 2017 et 2018 avec appui en intrants agricoles (fertilisants, gasoil et essence pour les motopompes, semences améliorées)</i> 2. <i>Elevage : respectivement 445 et 484 ménages en 2017 et 2018 avec reconstitution du cheptel avec des caprins et des ovins</i> 3. <i>AGR (activités génératrices de revenus) : respectivement 319 et 325 ménages en 2017 et 2018 avec de l'argent cash pour renforcer les fonds de roulement</i> 4. <i>Pêche : respectivement 28 et 14 ménages en 2017 et 2018 avec du matériel pour la pêche : filets, hameçons, fils pour filets et pour hameçons</i> 5. <i>Maraichage : 16 ménages avec semences et outillage</i> <p><i>En plus des appuis susmentionnés, en 2018, tous les bénéficiaires ont bénéficié du renforcement des capacités dans leurs domaines respectifs, à l'exception du maraichage</i></p>			
<p><i>Commentaire sommaire du taux d'exécution des activités du Résultat R4. : A.4.1. L'équipe de la DRDSES de Gourma Rharous est impliquée dans toutes les activités. Elle a participé aux formations sur la méthodologie de ciblage et l'accompagnement social personnalisé (ASP). Des représentants des DRDSES de Tombouctou, Gao et Menaka ont été formés sur l'inclusion</i></p> <p><i>Concernant le RSU, l'activité n'a pas encore démarré. Premièrement, il a fallu attendre que le service en charge du RSU mette en place les outils de collecte des données. Maintenant, la coordination ARC est en train de travailler sur la méthodologie de collecte des données pour le RSU. La collecte des données à transférer au RSU sera menée en 2019.</i></p>			

A.4.4. Le plaidoyer est une activité menée essentiellement au niveau de la Coordination du consortium ARC. Au niveau terrain, les éléments à signaler sont les suivants :

- *Plaidoyer auprès du District Sanitaire pour la mise à disposition des Bandes de Shakir, ce qui a effectivement été fait*
- *Plaidoyer pour la prise en charge de tous les enfants qui seront dépistés malnutris et référés par les acteurs de prise en charge : l'assurance a été donnée que tous les enfants référés seront pris en charge étant donné qu'il y a suffisamment d'intrants*
- *Plaidoyer auprès des acteurs et des services techniques pour la participation à l'ASP (Accompagnement social personnalisé) : une réunion a été faite à cet effet*

Au niveau du résultat 4, il y a aussi lieu de signaler la tenue d'une session du CCOCSAD (juin 2017) pour la validation des résultats de la phase de mise en route et la tenue d'une session du CLOCSAD pour la présentation des réalisations de 2017/2018 et des prévisions 2019 (octobre 2018).

Partenaire : LAFIA(CRS)

Activités prévues	Activités réalisées	Niveau	Observations
Résultat attendu 1 : Restaurer, renforcer et sécuriser les moyens d'existences et améliorer la protection sociale des communautés et ménages les plus vulnérables pour une sécurisation de leurs moyens d'existence			
Axe 1 : Mise en place d'activités de transferts sociaux pour l'amélioration des revenus et pouvoirs d'achat des ménages pauvres et vulnérables			
Distribution cash inconditionnel à 1 145 Ménages très pauvres et vulnérables	Recrutement du prestataire	100%	Suite à un appel d'offre restreint, le prestataire Alkaidou Touré a été sélectionné pour assurer la distribution de cash inconditionnel aux 1145 ménages à Niafouké
	Distribution	100%	1145 ménages très pauvres et vulnérables ont bénéficié chacun des trois distributions soit 120 000 FCFA / ménage
Axe 2 : Amélioration de l'accès à l'eau potable			
Réhabilitation de 05 PMH et réalisation de 3 PMH (Pompe à Motricité Humaine)	Élaboration TDRs	100%	Les TDR sont approuvés
	Élaboration demande de proposition pour le recrutement d'un bureau d'études et de contrôle	100%	Le processus de recrutement d'un bureau d'étude et de contrôle est en cours
	Information des autorités communales de l'évolution des activités et de la maîtrise d'ouvrage communale	100%	Les élus sont informés de l'évolution du processus de recrutement d'un bureau d'études et de contrôle mais aussi de la maîtrise d'ouvrage.
Mettre en place/redynamisé 18 comités de gestion des points d'eau)	Comités de 10 points de Tassack ont été redynamisés	/	Il s'agit des 10 points d'eau déjà réhabilités par le projet Tassack dans les communes de Soboundou.
Axe 3 : Gestion des cas et appui psychosocial aux enfants et jeunes			
Identification et référencement des enfants les plus vulnérables, en particulier les survivants de Violences Basées sur le Genre (VBG), Enfants Associés aux Forces et aux Groupes Armées (EAFGA), enfants chef de ménage, enfants séparés ou non-accompagnés, etc.	54 cas de VBG dont 20 Cas de Mariage précoces et 34 Cas d'enfants chefs de Ménage ont bénéficié de prise en charge par SCI	100%	Ils ont bénéficié de kits de riz et de de savon suivant le cas.
	100 cas de VBG dont 62 cas mariage précoces, 20 cas mariage forcé et 18 cas enfants chef de ménages sont enregistrés au cours du trimestre	100%	35 cas sont référés au niveau SCI pour la prise en charge. Les 65 autres cas sont identifiés et enregistrés sur les fiches.
	126 séances de causeries éducatives sur les VBG ont réalisées.	100%	Les causeries ont été réalisées par les CLPE avec l'appui des ADC
Formation et activités des membres des comités de protection sur la protection de l'enfant, la gestion des cas et le référencement	Organisation des formations au niveau de chaque village	100	1260 membres des CLPE dont 630 femmes des 126 comités ont été formés sur les différentes thématiques de la protection de l'enfant par les ADC sous la supervision des staffs CRS – ASG et SDES
	701 enfants, dont 297 filles, en âge scolaire sans acte de naissance sont recensés par les CLPE	1	La liste a été finalisée au cours de ce trimestre.

Réunion de coordination des acteurs/ONG intervenants dans la protection de l'enfant pour établir et mettre à jour la cartographie semestrielle des services et des SOP	Deux rencontres ont été organisées entre acteurs de la protection de l'enfant Actualisation de la cartographie des intervenants dans le domaine de la protection de l'enfant avec le SLPFEF, SDES et Save the Children	100	La cartographie des intervenants dans le domaine de la protection a été actualisée et validée lors de la seconde rencontre. Actuellement elles sont au nombre de 9 organisations (Save the Children, CRS/ASG : Projet LAFIA/ PRORESA, Woiyo Kondeye, ONG AJDM, La citoyenne, Association d'Appui au Développement Communautaire du Mali, SLPFEF, APDF (Association pour la Promotion et la Défense des droits des Femmes et des Filles), Centre Zankai Nafa)
Réunion de coordination entre l'équipe PE, Éducation, Nutrition et FSL pour s'assurer que les activités sont sûres pour les enfants et adaptées aux enfants (<i>child-friendly</i>)	Six réunions ont été tenues	100%	Réunions tenues en marge des réunions mensuelles de juillet à décembre 2018 du Staff ASG. Les rapports sont disponibles
Résultat attendu 2 : La nutrition des ménages vulnérables est renforcée à travers la promotion des bonnes pratiques nutritionnelles et une prise en charge adéquate des cas de malnutrition chez les FEA ainsi que les enfants de moins de 5 ans			
Axe 1 : Promotion de l'hygiène et de l'assainissement			
Renforcement des capacités des 18 comités de gestion des points d'eau et des 4 comités de gestion des latrines sur des thématiques Eau, Hygiène, Assainissement	TDR élaborés pour les 10 comités de gestion des points d'eau de Tassack	20%	En cours d'approbation
Équipement des 18 comités de gestion des points d'eau et des 4 comités de gestion des latrines en Kit d'hygiène et assainissement (Balaies, râteliers, brouettes, pelles, poubelles, bottes, gants)	Kits achetés	100%	Kits disponibles à Niafunké, non distribués
Construction de 4 latrines publiques dans les villages abritant des Postes de santé avancés ou des écoles communautaires sans bonne latrine	Élaboration de TDR pour la négociation des espaces	100%	Espaces sont identifiés : Hammakoïra, Filanza-Diawambé, Toulabéla, et Diartou
	Mission de négociation ADC avec les communautés pour le choix des espaces	100%	
	Élaboration de PV de choix des espaces	100%	
Axe 2 : L'appui Mise en place des groupes de soutien à la nutrition			
Mise en place des Groupes de Soutien aux Activités Nutritionnelles (GSAN)	Réalisation de la mise en place des GSAN sur le terrain par les DTC et ADC	100%	Les 126 comités GSANs composés de 1008 membres dont 765 femmes sont mis en place par les DTC et ADC.
Formation des membres des GSAN aux actions essentielles à la nutrition (AEN) et les ANJE	Organisation des Formation dans les 8 communes d'intervention	100%	2 membres par GSAN sont formés par les DTC soit 252

Équipement des GSAN en kit de démonstration culinaire, en Kit de sensibilisation et bande de shakir	Distribution	100%	Les différents kits sont livrés aux 126 GSAN
4 676 (Tombouctou-Gao) Supervision des GSAN	369 supervisions réalisées par les DTDC et ADC	7,89%	Sur les 197, les DTC ont réalisé 71 A
Axe 3 : La promotion des actions essentielles à la nutrition			
Réalisation de 7 560 Causeries éducatives sur les Actions essentielles à la nutrition au niveau communautaire et CSCOM (par les GSAN, les agents de santé.	Réalisation de 1440 séances de causeries	38,09%	623 séances de causeries dont 967 VAD
Diffusion de 240 messages sur AEN sur les radios de proximité	38 messages sont diffusés en sonrhaï, Peulh, Bambara et Français au niveau de 3 radios	15,83%	Les diffusions ont commencé en aout 2018 après signatures des contrats de prestation.
Formation de 39 agents de santé des communes d'intervention sur ANJE (alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant)	Organisation de la formation des DTC	100%	23 DTC, dont 4 femmes, sont formés sur l'ANJE par le projet en collaboration avec le CSREF de Niafunké. Les aires de santé de Soumpi et Attara n'ont aucun village partenaire du projet.
Réalisation de 3 780 démonstrations nutritionnelles par les GSAN :	630 démonstrations nutritionnelles réalisées	16,66	Les sensibilisations ont porté sur quatre thèmes : initiation à l'alimentation complémentaire a 6 mois, l'alimentation de l'enfant 6 à 11 mois la femme enceinte et de la femme allaitante
Appui à la célébration des journées mondiales de l'allaitement	Réalisation de conférence, réalisation de causeries éducatives sur l'allaitement maternel exclusif, Élaboration et diffusion des messages sur l'AME et sur les autres thèmes de santé et nutrition	100%	Journée organisée en collaboration avec CSREF et SCI
Conduite des sessions de causerie sur l'importance des suivis de grossesse	322 femmes enceintes sont touchées sur 3 607 femmes enceintes	8,92%	L'activité a démarré en septembre 2018
Axe 4 : Appui aux programmes nationaux sensibles à la nutrition et participation à la coordination locale			
Dépistage de 14 140 et référencement et 2 036 enfants malnutris au niveau des centres de santé	12439 enfants ont été dépistés dont 6944 filles par les GSA.	87,97%	Lors des dépistages En plus des cas des enfants malnutris référés, 1515 FAFE ont été dépistés. 12 cas de malnutris dont 1 au rouge dans les communes de Koumaïra et N4Gorkou ont été référés.
	1155 enfants malnutris dont 273 au rouge ont été référés au niveau des centres de santé	56,72%	
Résultat attendu 3 : La productivité agricole et alimentaire, les revenus des plus vulnérables, leur accès et utilisation des aliments sont améliorés de façon durable			
Axe 1 : L'amélioration des sources des revenus à travers la promotion et l'insertion économique et sociale des femmes, des jeunes et des ménages vulnérables			
Appui à l'entrepreneuriat des femmes par la mise à disposition de 22 kits de transformation et de conservation (séchoir solaire + Découpeuse)	Kits distribués	100%	22 associations de femmes maraichères, soit une par village, ont bénéficié chacune de 5 bâches, 5 bassines de 90 litres couleur rouge, 10 seaux de 20 litres, de plastique pour emballage (100 pièces), de 30 couteaux, de 30 lames de scie. Les séchoirs solaires et découpeuses

Appui à la reconstitution des petits ruminants par la distribution de 3168 chèvres à 1 056 femmes des ménages très pauvres.	2508 chèvres dont 1672 femelles sont distribuées.	100%	836 femmes bénéficiaires ont reçu Chacune 2 têtes de chèvres et 1 mâle, dans 25 villages des communes de Léré, Dianké, Soumpi, Soboundou, N'Gorkou
Réhabilitation des actifs communautaires sur 8 périmètres maraichers)	Les 8 PM sont Identifiés	10%	7 PM sont concernés par la réhabilitation, le 8 ^e est déjà pris en compte par une autre ONG.
Appui à l'amélioration de la santé animale et sa compétitivité (Vaccination et traitement de 6000 têtes de petits ruminants	4 115 petits ruminants sont vaccinés dont 2 417 ovins et 1 698 caprins par le service vétérinaire	80%	La vaccination a concerné les communes de Koumaira Fittouga, Soboundou et N'Gorkou
Appui de 302 ménages vulnérables en aliment pour le bétail 1 513 sacs	Distribution de 816 sacs de 50 kg soit 40 T800	180,13	544 ménages vulnérables dont 185 femmes de 16 villages des communes de Léré, Dianké, Soumpu et Soboundou ont bénéficié de l'appui
Axe 2 : Réhabilitation d'infrastructures agro-pastorales pour l'amélioration de la production et de la productivité			
Réhabilitation des actifs communautaires (8 PIV et 8 PM)	Sélection des ménages vulnérable pour le CFW	10%	259 bras valides ont été proposés par les ménages femmes et vulnérables.
	Identification des bénéficiaires	10%	998 sur 1000 bénéficiaires sont identifiés. Un bénéficiaire est décédé et un autre ne possède pas de terre cultivable.
	Les matériaux, matériels et intrants sont livrés et réceptionnés par les comités des 8 PIV	50%	Chaque PIV a bénéficié de 4 brouettes, 10 pelles, 10 Pics, 10 houes, 1 mètre ruban (guan), 10 tonnes de ciments, 1 charrette, 1333 litres de gas-oil et 250 litres d'huile
	Les intrants sont livrés officiellement aux coopératives		1333 litres de gas-oil et 250 litres d'huile
	7 PM sont Dotés de matériels et matériaux de clôture	70%	Le 8 ^e est déjà pris en compte par une autre ONG.
Appui à la bourgou-culture	30 GMP livrés	60%	Il reste la Dotation en boutures ou semences, l'Appui au fonctionnement des Motopompes et à l'entretien des bourgoutières
Axe 4 : La mise en place de mécanismes opérationnels d'adaptation aux changements climatiques et diffusion à grande échelle des techniques et technologies agro-forestières adaptées au climat			
Élaboration des produits météorologiques localisés (prévisions quotidiennes et bulletin agro météorologiques décadaires au niveau cercle) pour les trois cercles du projet	Les bulletins saisonniers sont diffusés 36 fois au niveau de trois radios	100%	Les contrats sont signés avec trois radios et les diffusions ont commencé en aout dans les radios d'issaber Nafunké, Léré et Saraferé français, bambara, peulh et sonrhai
Établissement de 20 coopératives de production de semences améliorées :	20 producteurs d semences de riz et Niébé dont 15 pour le riz et 5	100%	Sur les 15 de semences riz, Trois ne relèvent pas des villages (Soumpi, Banikane et Gueymaoudo) d'intervention du projet.
Appui à la production du Moringa	Formation des paysans sur la technique de production	100%	75 villages sont ciblés sur les 126 villages d'intervention dans les 8 communes. 120 personnes ont bénéficié de la formation, 2638 personnes ont bénéficié des semences de moringa, soit 650 kg de semence distribués.
	Distribution des semences de moringa	200%	2639 bénéficiaires femmes ont bénéficié de 650 kg, soit 8,66kg par village.

Distribution de semences et engrais a 1000 ménages très pauvres	670 dont 95 femmes ont bénéficié de semences de riz et engrais, 475 dont 74 femmes ont bénéficié de semences de mil, soit un total de 1145 bénéficiaires dont 169 femmes.	100%	Chaque bénéficiaire de riz a reçu 50kg de semences soit 33500kg, 90 kg d'engrais (30 kg DAP et 60 kg Urée), chaque bénéficiaire de mil a reçu 5 kg de semence soit 2375 kg.
Résultat 4 : Les acteurs sont capables d'assurer une gouvernance durable de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.			
Axe 1 : Actions de plaidoyer des OSC/OCB et Renforcement des capacités des services techniques décentralisés de l'Etat et aux SAP			
Validation des activités du projet au niveau des cadres de concertation et de suivi extraordinaire (CROCSAD)	TDR élaboré	10%	Le <i>lead</i> de cette activité est tenu par Humanitary Inclusion qui ne s'est pas encore prononcé sur la date de réalisation.
Appui à la mise en place et à la fonctionnalité de 8 comités de sécurité alimentaire	8 comités sont mis en place	50%	Reste appui pour le fonctionnement
Axe 2 : Renforcement de la maîtrise d'ouvrage communale sur les questions SAN et Protection sociale			
Organisation Journée de sensibilisation des communautés sur la mobilisation des ressources propres des communes	38 messages sont diffusés au niveau de trois radios	100%	38 messages sont diffusés au niveau de trois radios
Mise en place/dynamisation et renforcement des capacités des comités GRN aux niveaux des communes et des villages	Formation de GRN au niveau cercle	100%	47 personnes dont 5 femmes ont pris part à la formation.
	Formation de GRN au niveau village	100%	504 participants dont 34 femmes ont bénéficié de la formation
Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans annuels d'activités des communes	6 communes ont bénéficié de l'appui du staff ASG pour l'élaboration de leur plan annuel de 2018	90%	Il reste les plans des communes de Soboundou et Banikane qui ne sont pas réalisés,
Axe 3 : Prévention et gestion des crises et risques			
Mise en place et renforcement des capacités des acteurs (GAP RU, ADC...) sur le remplissage/renseignement du questionnaire SAP	Organisation formation au niveau cercles	100%	Réaliser en collaboration avec la coordination régionale de SAP Tombouctou
	Formation effective dans les 126 villages	100%	882 participants dont 53 femmes ont bénéficié de la formation dans l'ensemble des 126 villages du projet
	Appui en pluviomètres des GAPRU	100%	Les 126 GAPRU ont bénéficié chacun d'un pluviomètre et accessoires.
Formation des (formateurs) à l'élaboration des plans de contingence et de réduction de risque au niveau cercle et villages	Organisation formation au niveau des villages	70%	882 participants dont 53 femmes ont bénéficié de la formation dans l'ensemble des 126 villages du projet
	34 plans de réduction et 34 plans de contingence sont réalisés	26,98%	Les 34 sont réalisés dans 34 villages sur 126

Partenaire : Solidarité International

Résultats / Activités	Exécution	Commentaires
R1 : Les moyens d'existence des populations vulnérables sont sécurisés par la mise en place d'un socle de protection sociale et un accès amélioré aux services de santé		
A1.1 - Mise en œuvre de transfert monétaires (TM) saisonniers inconditionnels (ACF, IRC, DRC, HI, SI)	100%	Tous les 3 trois transferts (45 000 FCFA, 45 000 FCFA, 30 000 FCFA) ont été distribués ou sont en cours de distribution pour la dernière tranche dans le cercle de Diré (prévu le 04 décembre 2018).
R2 : La nutrition des ménages est renforcée à travers un meilleur suivi nutritionnel et un soutien aux activités de prévention de la sous-nutrition dans la zone d'intervention		
A2.2 - Appui à l'amélioration des connaissances, aptitudes et pratiques nutritionnelles optimales des ménages vulnérables (28322 individus/ACF, IRC, DRC, HI, SI)	100%	Nous avons touché 61 villages sur les 65 que comptent les 5 communes d'interventions. Nous avons réalisé 60 séances de sensibilisation (deux villages très voisins ont été jumelés). Nous avons atteint 1 663 personnes (1 296 femmes et 367 hommes). En fonction des problématiques de chaque commune nous avons procédé aux sensibilisations avec les thèmes suivants : Préparation de l'accouchement, soins essentiels du nouveau-né, hygiène alimentaire (lavage des mains), dans les communes de Kondi, Tienkour et Tindirma. Dans les communes de Sareyamou et Binga, la sensibilisation a porté sur l'allaitement maternel exclusif, le lavage des mains et l'alimentation de compléments du jeune enfant.
A2.3 - Suivi des activités de Blanket supplementary feeding programs (BSFP) : bénéficiaires servis, dépistage actif, référencement et séance d'information (ACF, IRC, DRC, HI, SI).	83%	Nous avons planifié 1301, mais nous avons atteints 1081. Les personnes n'ayant pas été atteintes se trouvaient dans les champs au moment de la collecte de l'information Nous n'avons pas pu atteindre 220 ménages car certains ménages étaient occupés dans les travaux champêtres. Sur les 1081 ménages enquêtés, seulement 679 ont reçus le BF. Parmi ces ménages, 588 disent l'avoir reçu de PLAN Mali et 91 disent l'avoir reçu du CSCOM. Parmi les personnes ayant reçu le BF 15 sont des FE et 154 des FA. Parmi les FA, 30 ont des enfants dont l'âge est compris entre 6 et 23 mois et les 124 autres, de 24 à 59 mois. Il s'agissait du CSB++, CSB et de l'huile.
A2.4 - Appui aux activités de dépistage de la malnutrition pour les enfants de moins de 5ans et des femmes enceintes et allaitantes (28322 individus ciblés/ACF, IRC, DRC, HI, SI)	100%	2317 enfants de 6 à 59 mois ont été dépistés, 100% FEFA. 65 FE et 89 FA dépistés. Nous avons découvert 125 MAM que nous avons référés et 30 MAS référés. Nous avons eu 7 FE et 12 FA MAM qui ont été référés. Aucune FEFA n'a été MAS.
A3.1 - Mise en œuvre d'activité de relance agropastorale et économique au niveau ménage (ACF, IRC, DRC, HI, SI)	100%	1495 personnes ont reçu des intrants soit en agriculture (engrais, carburant) ; soit en Petit Commerce (sucre, thé, farine, huile, riz, farine), en élevage (moutons, chèvres) d'une valeur de 60 000 F CFA.
A3.2 - Mise en œuvre de projet économique communautaire de renforcement des moyens d'existence (ACF, IRC, DRC, HI, SI)	100%	En 2017 nous avons mis sur pied 5 projets communautaires à raison d'un projet par commune. En 2018 nous sommes en cours de réalisation de 5 projets communautaires dans les 5 communes du projet (Binga, Kondi, Tienkour, Tindirma, Sareyamou)
A3.3 - Accompagnement social à la réalisation de projets personnalisés visant l'amélioration de la sécurité alimentaire, nutritionnelle et économique (HI à titre pilote)	/	/
R4 : La Gouvernance en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle est renforcée (ACF, IRC, DRC, HI, SI, ACTED)		
A4.3 - Renforcement institutionnel à travers la redynamisation des structures régionales et locales afin d'améliorer les mécanismes de prévention et de coordination communautaire d'atténuation des risques liés à l'insécurité alimentaire (ACF, ACTED)	/	/
A.4.4 - Développement des actions de plaidoyers pour favoriser la mise en œuvre des politiques de protection sociale, de sécurité alimentaire et nutritionnelle (ACF, IRC, DRC, HI, SI, ACTED, NRC)	0%	Planifié pour l'année 2019. Axé notamment sur la mise en œuvre du RSU (Registre Social Unifié), 1301 ménages à enregistrer, et SI est en charge d'alimenter la base de données pour du plaidoyer.

Partenaire : AVSF/ADESAH

Résultats / Activités	Exécution
R1 : les moyens d'existence des populations vulnérables sont sécurisés par la mise en place d'un socle de protection sociale et un accès amélioré aux services de santé	
A1. 1 - Assurer l'accès à la santé humaine et animale en zone pastorale par un dispositif de 3 équipes mobiles de santé mixte (santé humaine, nutrition santé vétérinaire) et de 4 postes avancés de santé	3 Équipes Mobiles et 4 Postes Avancés de Santé. 0
<p><u>Commentaire sommaire des activités du Résultat un R1. :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Ce résultat contribue au pilier 1 d'AGIR. Il vise à protéger durablement les moyens d'existence des ménages très pauvres des Communes des Cercles ciblés et à renforcer leur protection sociale.</i> - <i>Le dispositif prévu est constitué de 3 équipes mobiles de santé mixte (humaine et animale) et 4 postes avancés de santé humaine dans la région de Taoudenit, dans les communes de Ber (Région de Tombouctou).</i> - <i>Constituée d'un médecin ou un infirmier d'Etat, d'une infirmière obstétricienne ou matrone, d'un technicien d'élevage et d'un guide facilitateur, chaque équipe mobile tournera 14 jours par mois sur le terrain, à raison de 2 tournées de 7 jours consécutifs auxquels s'ajoutent 3 jours pour le rapportage et 4 jours de repos entre chaque tournée.</i> - <i>Les équipes mobiles de santé mixte et les postes avancés réaliseront le paquet minimum d'activité en santé humaine et vétérinaire, l'épidémiosurveillance et l'alerte précoce. Le paquet minimum comprend des actions préventives, curatives et de promotion ainsi que le dépistage et la prise en charge de la malnutrition pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes. Les bénéficiaires directs de l'action sont estimés à 31 140 personnes (nouvelles consultations par an) dont au minimum 45% de très pauvres sur la base des consultations réalisées entre 2015 et 2016</i> 	
R2 : La nutrition des ménages vulnérables et plus particulièrement l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitant est amélioré par le dépistage précoce, la prise en charge des cas de malnutrition et la diffusion de bonnes pratiques alimentaires et d'hygiène	
R2.A1 - Former des relais communautaires aux bonnes pratiques nutritionnelles, au dépistage précoce de la malnutrition et au référencement, diffusion des messages communautaires et sensibilisation des élus sur la SAN	Formation de 69 relais dans la région de Taoudenit. Les villages d'intervention de la région de Tombouctou sont déjà couverts par d'autres ONG.
R2A2 : Prendre en charge 100 % des MAM et MAS sévère sans complication (avec complication référencement vers les CSRéf) pour les équipes mobiles	MAM : 937 MAS : 361
<p><u>Commentaire sommaire des activités du Résultat un R2. :</u> <i>Ce seront 26 000 dépistages environ qui seront réalisés sur la durée du projet. Le calcul du nombre de MAM et de MAS est fait sur la base des caseload de 2017 (enquête SMART). Ainsi pour 2017 ce sont 1338 enfants MAM et 516 enfants MAS qui seront prises en charge en ambulatoire par les équipes mobiles. Sur la base de l'hypothèse que les caseloads se confirment et se poursuivent d'ici à la fin du projet ce sont 4683 MAM et 1806 MAS, soit 6489 enfants malnutris aigus qui seront pris en charge par le projet.</i></p>	
R3 : L'accès continu à une alimentation appropriée pour les populations les plus vulnérables est amélioré grâce à une production agricole et animale diversifiée, la transformation, le stockage et l'accès au marché	
A3.1 - Améliorer l'accès à l'eau potable développement du maillage en forage solaire sur la zone pastorale Nord Tombouctou, par la construction de 13 forages solaires, la réhabilitation de 23 puits pastoraux et la réhabilitation de 7 forages solaires	Réalisation de 11 forages dans la région de Taoudénit et 2 forages dans la commune de Ber (Téherdjé et Almabrouk). Équipement de 7 forages dans la région de Taoudénit.
A3.2 - Créer 3 zones d'activités pastorales (artisanat, transformation lait et viande, fabrique d'aliment bétail, vente de matériel d'élevage...) et renforcer le maillage en infrastructure d'élevage (construction de 3 marchés à bétail, 10 parcs de vaccination)	-Création de 3 zones d'activités pastorales à Araouane, Teherdjé et Hassi Dina. -Construction de 3 marchés à bétail à Tamagounitt, Zraa et Taoudénit ville. - Construction de 7 parcs de vaccination dans la région de Taoudénit (voir liste en annexe)

A3.3 - Développement de jardins maraîchers	Réalisation de 12 jardins maraichers dans la région de Taoudénit et les communes de Ber, Lafia et Alafia (voir liste en annexe).
A3.4 - Renforcer la diversification de production pour 1700 ménages pauvres et très pauvres de moyens de production et de noyaux d'élevage à cycle court (petits ruminants et aviculture)	Ce seront 338 ménages <i>très pauvres</i> qui seront appuyés en petits ruminants (chèvres) à raison de 10 têtes par ménage en zone pastorale (Région de Tombouctou, Taoudénit) (voir liste sites en annexe)
A3.5 Diffuser l'aviculture dans la région de Taoudénit (opération pilote) par la mise en place de 20 poulaillers en biosécurité et couveuses solaires dans les Régions de Taoudénit, Tombouctou et Gao	Mise en place de 5 poulaillers dans les communes de Ber, Lafia et Alafia et 5 dans la région de Taoudénit (voir listes Association bénéficiaires en annexe)
A3.6 Appuyer 10 OP pour renforcer le disponible naturel fourrager par la régénération de 380 ha de pâturages exondés et inondés (itinéraire technique, semence, motopompe, technique de conservation...)	-Appui de 10 OP des producteurs de Bourgo en semences, motopompes et formation dans les communes de Ber, Lafia et Alafia (voir annexe OP bénéficiaires). -Régénération des pâturages à Tintimaghen, Inagozmi, Hassi Youba, Zraa, Laouaj, Zouéya, Tamagounitt, Lihseini, Hassi Oumar et Boujbéha.
A3.7 Relancer la transformation de lait par l'appui à 2 laiteries	Redynamisation de la laiterie de Ber et création d'une nouvelle laiterie à Zouéya

Annexe N°6 : Leçons tirées pour les EIMS

Initiative multi-bailleurs (FFU, FED et pour certains mêmes FFP), dans des zones où les ONG travaillent aussi avec d'autres ressources (ECHO, DFID, AFD, OFDA, aide suisse), le Programme KEY s'inscrit dans un puzzle institutionnel très complexe. Beaucoup de ces programmes sont assez similaires, avec des recouvrements de zones, ce qui pose la question de la traçabilité des effets et de l'attribution des impacts. Cette difficulté s'accroît :

- Face à une multitude de financements visant les mêmes zones avec des enjeux souvent assez similaires, par exemple quand des financements alternatifs sont utilisés pour faire face aux retards. Ainsi, des ONG ont utilisé les subventions *Food For Peace* pour mettre en œuvre en 2017 les transferts monétaires prévus dans le cadre du Programme KEY, pour pallier aux retards pris durant la validation de la phase de démarrage ;
- Quand des financements différents sont utilisés par la même ONG avec les mêmes modalités dans deux zones adjacentes, mais pour des motivations différentes : dans deux communes de Rharous (Région de Tombouctou), des programmes de transfert monétaires similaires en tous points ont été financés respectivement par ECHO (humanitaire) et par le Programme KEY (transition vers le développement).

Pour les autorités comme pour les populations, le programme Key est assez compliqué à comprendre s'il y avait une réelle communication de clarification sur les montages, l'origine des fonds, etc. Ici, l'absence de communication sur le Programme KEY devient un avantage, au moins à court terme. La carte même de la présence des consortia et de leurs partenaires respectifs est elle-même compliquée, et comporte un niveau additionnel de complexité avec les différents niveaux administratifs (régions, cercles, communes), leurs interactions en évolution avec le processus d'approfondissement de la décentralisation, et dans le cas des régions touchées par l'accord de paix, du statut des Conseils régionaux transitoires. Enfin, la multiplicité des partenaires ONG impliquées dans le Programme KEY dans chacune des régions rend la lecture du programme plus difficile.

Défis liés aux enjeux de ressources humaines

Il est évident que la situation de sécurité ne s'améliorant pas, il est important de mettre en place des RH adaptées. En effet, la compétition entre agences et équipes d'évaluation devient très forte du fait des difficultés à envoyer des consultants occidentaux dans la zone. Étant donné les enjeux, il est proposé d'organiser en début 2019 une formation évaluation pour ces évaluateurs. L'idée serait de l'ouvrir aux responsables de suivi-évaluation des partenaires mais aussi et surtout aux responsables d'évaluation des Directions techniques et des institutions régionales (déconcentrées et décentralisées) en charge des activités de type MENOR. Ceci pourrait avoir lieu dans le premier trimestre 2019 et être suivi par une nouvelle EIMS qui permettrait à tous ces cadres et consultants formés de mettre en pratique leurs nouvelles compétences acquises.

Défis organisationnels pour les missions

Si le chef de la mission d'évaluation a rencontré l'ensemble des responsables des consortia à Bamako, l'information vers le terrain a été variable entre les consortia et leurs équipes opérationnelles. Certes, la discrétion est de mise, notamment lors des déplacements de cadres internationaux sur le terrain, mais il faudra trouver comment assurer une meilleure communication. La mobilisation des équipes de Sahel Consult pour préparer ces missions et les accompagner en fonction des besoins s'est avérée très utile pour cette mission de démarrage et sera systématisée par la suite.

Si le projet, dans sa phase de démarrage, a impliqué toutes les autorités, celles de Gao ont changé. Il est donc important de les rencontrer et de les informer à chaque fois que l'occasion se présente afin qu'elles aient connaissance des actions et réalisations du programme dans leur localité. Cela reste valable pour la région de Mopti. Il est à noter que le Programme KEY était ignoré par les autorités locales (maires) de Bourem et Gounzoureye dans la région de Gao qui y voyaient juste la continuation des activités d'ONG déjà implantées dans la zone.

